Accueil et accompagnement

Orientation, Formation,
Insertion, Développement solidaire

Emploi

entreprendr Ensemble

→ Rapport d'activités 2016

l'Europe s'engage en Nord-Pas-de-Calais avec le FSE
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Région Hauts-de-France
Nord le Département
Dunkerque Grand Littoral Communauté Urbaine
CCHF
Union Européenne
Fonds Social Européen

Mesdames, Messieurs,

Les résultats de l'année 2016 concernant l'activité d'Entreprendre Ensemble sont globalement satisfaisants :

- *5 460 contrats de travail et entrées en formation contre 3 776 en 2015 au niveau du PLIE ;*
- *1 981 CDD et CDI (hors intérim) contre 1 481 en 2015 au niveau de la Mission Locale ;*
- *54 % de sorties positives contre 51 % en 2015 pour l'Ecole de la 2e Chance Côte d'Opale ;*
- *133 jeunes en emploi de plus 6 mois contre 72 en 2015 pour la Plateforme Proch'Emploi ;*
- *564 contrats de travail dans le cadre des clauses (identique à 2015) pour la Maison de l'Emploi ;*

Dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire, le salon de l'achat durable, organisé avec les membres du club de l'ESS et les services de la Communauté Urbaine a rencontré un très grand succès. Cette organisation a généré la création de nouveaux liens entre les structures et ouvert des nouvelles opportunités et synergies.

A travers Horizons Pluriels et l'évènement Mixt'Industrie, les équipes ont défendu des valeurs importantes pour notre association : L'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre toute forme de discrimination, le développement durable, et le respect de chaque personne accompagnée.

Ces résultats sont le fruit du travail de ***l'ensemble du personnel*** *de notre association et du soutien permanent de nos partenaires* **financeurs**. *Sans l'Europe, l'Etat, la Région, le Département, la Communauté Urbaine de Dunkerque , la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, la Communauté de Communes des Hauts de Flandre, les communes du territoire et Pôle Emploi, nous ne pourrions pas développer l'ensemble de cette offre de services.*

Un contexte mitigé

Pour autant, les indicateurs du contexte économique et social de l'année 2016 nous rappellent que ***la bataille pour l'emploi n'est pas encore gagnée***. *Les mesures en faveur des jeunes ont permis sur notre territoire de diminuer le nombre de demandeurs d'emploi dans cette catégorie. Il n'en va pas de même pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans dont le nombre est en croissance constante depuis plus de 3 ans. Conscients de cet enjeu, les membres du Service Public de l'Emploi Local se sont engagés à construire un plan d'actions pour le territoire.*

Les signes positifs que sont la croissance des effectifs salariés et la baisse du nombre de demandeurs d'emploi longue durée ne compensent pas l'augmentation des inscriptions. Les effets d'une inscription massive des allocataires du RSA dans le cadre de l'accord entre le Département du Nord et Pôle Emploi expliquent en partie cette évolution.

Des nombreux défis

En 2015 avec ***le lancement des EGEL, le Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque invitait l'ensemble des forces vives*** *du territoire à s'allier pour relever le défi de l'emploi et du développement économique. Depuis 2015, trois implantations industrielles ont vu le jour sur* ***le Grand Port Maritime de Dunkerque***, *une nouvelle dynamique est à l'œuvre sur l'entreprenariat et la croissance des entreprises avec les acteurs de la Turbine. Qu'il s'agisse des différentes formes de tourisme (balnéaire, d'affaire, de Mémoire), de services à la personne, de développement portuaire, de développement des filières spécialisées, d'industrie… tous les leviers sont activés sur notre territoire, car* ***les emplois se gagnent un par un****… Tous les acteurs sont mobilisés car chacun sait qu'il ne saurait en manquer un seul. C'est ça "l'esprit de Dunkerque" en ce début de XXIe siècle. Entreprendre Ensemble entend occuper toute sa place dans cette mobilisation des acteurs du territoire. C'est le sens du projet associatif adopté en 2015 :* ***Agilité, adaptabilité, innovation, professionnalisme***. *Un engagement fort pour répondre toujours mieux aux attentes de nos usagers et de nos partenaires. La dynamique innovante a porté ses premiers fruits. En 2017, cette démarche doit s'accentuer. La volonté politique, le management des équipes et la libération des énergies favoriseront* ***l'émergence de nouveaux projets au service des demandeurs d'emploi et des entreprises***. *Le développement d'une nouvelle offre de services numérique en est l'illustration. Cela nous permettra de déployer en 2018 un nouveau site internet interactif qui permettra aux entreprises et aux usagers de bénéficier d'une palette* ***de services et d'outils innovants***. *Notre présence sur les réseaux sociaux et la création d'une banque de vidéos sur internet complèteront cette offre.*

"S'entreprendre"

Le lancement de la Garantie Jeune a modifié profondément l'offre de services de la Mission Locale. L'accompagnement collectif est une opportunité pour adopter de nouvelles méthodes. Il est indispensable que nous sortions de nos anciens schémas afin de donner aux jeunes de nouvelles énergies et perspectives. Afin de répondre aux besoins d'une partie des jeunes qui ne s'inscrivent pas en mission locale, nous allons ***développer l'accompagnement en mode projet.*** *Avec un objectif qui fait écho à la dénomination de notre association :* ***"S'ENTREPRENDRE"***. *Cette nouveauté nécessitera, en intégrant une dimension collective, de redéfinir les modalités d'accompagnement des publics du PLIE et de la Mission Locale. En rendant les demandeurs d'emploi accompagnés acteurs de leur propre parcours par leur implication dans une démarche de projets, nous leurs proposerons d'****acquérir des compétences applicables à leur recherche d'emploi ou leur création d'activités. Ils deviendront des entrepreneurs de leur propre vie***.

Je tiens à terminer ce rapport moral par des remerciements à l'ensemble des acteurs du territoire qui soutiennent nos actions, à l'ensemble des ***membres du conseil d'administration*** *présents et actifs auprès des équipes et à* ***l'ensemble du personnel d'Entreprendre Ensemble*** *qui, chaque jour, œuvre pour que nos concitoyens trouvent un emploi et puissent réaliser leurs projets.*

Jean-Yves Fremont,
Président d'Entreprendre Ensemble

entreprendr Ensemble

Les missions de l'association au service des territoires :

• accompagner les publics dans leur insertion sociale et professionnelle :

Pour les jeunes :

- ***la Mission Locale ;***
- ***le Bureau Information Jeunesse ;***
- ***l'e2c Côte d'Opale ;***
- ***la Plate-forme Territoriale pour l'Avenir et l'Emploi des Jeunes.***

Pour les publics éloignés de l'emploi :

- ***Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.***

• accompagner le développement de l'emploi sur le territoire :

- ***la Maison de l'Emploi ;***
- ***l'Espace info formation ;***
- ***la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire.***

Avec tous nos remerciements à l'ensemble des élus et des partenaires qui ont permis le développement de nos actions, ainsi qu'à l'ensemble des équipes.

Arnaud Declunder
Directeur général
d'Entreprendre Ensemble

Sommaire

Le contexte économique 3

L'organisation 4
Les ressources humaines 5
Les finances 6

La Mission Locale 7
L'école de la 2e chance Côte d'Opale 16
La Plateforme Territoriale Avenir et Emploi des Jeunes Flandre-Dunkerque 18

Le Plan Local pour l'Insertion pour l'Emploi (PLIE) 19

La Maison de l'Emploi 24
L'Espace info formation 30
La promotion de l'Économie Sociale et Solidaire 31

Les prémices d'EEnnov' 34

Orientations 2017 36

➜ Le contexte économique

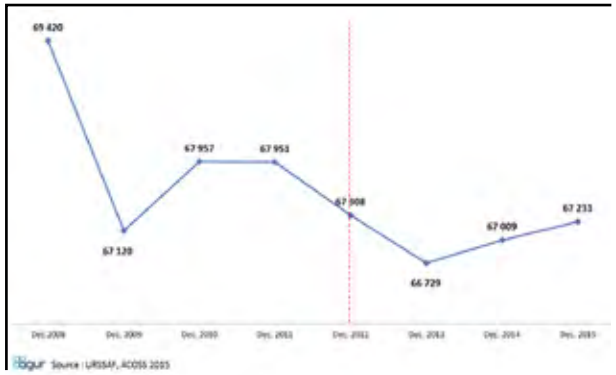
Entreprendre Ensemble inscrit ses actions dans le périmètre de la zone d'emploi de la Flandre Dunkerquoise. Au cœur de cette zone, la Communauté Urbaine de Dunkerque regroupe 17 communes pour une population totale de 201 380 habitants en 2014.

Entreprendre Ensemble intervient également au titre de la Mission Locale et de la Maison de l'Emploi sur le périmètre de la Communauté de Communes des Hauts de Flandres. Globalement, cela représente un total de 252 851 habitants.

➜ L'emploi

Loin des 69 420 emplois salariés de 2008, depuis 2013, les effectifs augmentent et atteignent 67 231 salariés au 31/12/2015.

Évolution des effectifs salariés dans la zone d'emploi de Dunkerque



L'année 2015 a vu se confirmer **une augmentation des effectifs** dans le secteur dominant du dunkerquois à savoir l'industrie et une diminution dans les services. Ces variations se soldent par une légère croissance de 222 emplois salariés dans le secteur privé. La construction, qui avait connu près de 10 ans de baisse successive, a vu ses effectifs augmenter de plus de 100 personnes en 2015.

Les services hors secteur de l'industrie affichent une baisse de près de 500 emplois. L'enseignement, le transport terrestre, les associations… sont les domaines les plus touchés. La concurrence internationale, le développement du numérique ou l'ubérisation de l'économie sont-ils les raisons de cette baisse inédite ?

Pour rappel, ***l'industrie et les services liés représentent 39 % des emplois salariés*** sur le territoire du dunkerquois contre 25 % au niveau national.
Le territoire a perdu 2 200 salariés depuis 2008 tout en augmentant les effectifs de 500 unités depuis 2013.
En 2017 et 2018, nous enregistrerons les implantations de plusieurs unités de production qui permettront l'embauche plusieurs centaines de personnes. L'activité portuaire croît notamment au niveau du trafic des conteneurs. Il existe également des gros projets dans le domaine de l'énergie éolienne et dans le nucléaire.
Enfin, **la politique de travaux de la CUD**, par la construction d'une patinoire, la rénovation du stade Tribut ou de la bibliothèque va générer de l'activité dans le domaine du bâtiment.
Le tourisme est également un vecteur de développement économique qui n'est pas à négliger. **La construction du Grand Hôtel et le film Dunkirk notamment en sont les exemples les plus significatifs.**

➜ Les caractéristiques du chômage

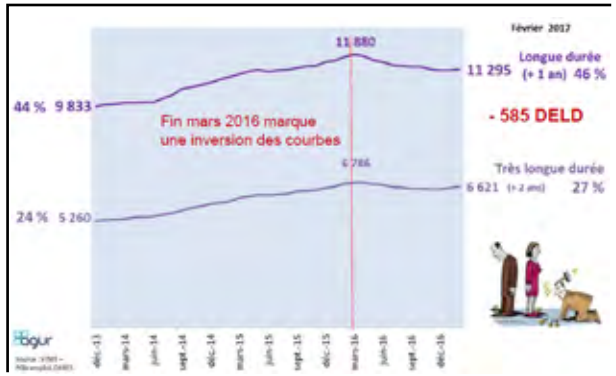
La fin d'année 2016 marquait une légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois mais les deux premiers mois de l'année 2017 ont enregistré deux très fortes variations du taux de chômage (inscription du public allocataire du RSA). ***Depuis janvier 2016, nous avons enregistré une variation de 829 enregistrements supplémentaires à Pôle Emploi.***

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois dans la zone d'emploi de Dunkerque Cat. ABC - données CVS-CJO

➜ Le chômage de longue durée

Fin mars 2016 marque une inversion des courbes pour les chômeurs de longue durée et de très longues durées. En effet, 585 demandeurs d'emploi de longue durée sont sortis des listes de Pôle Emploi.

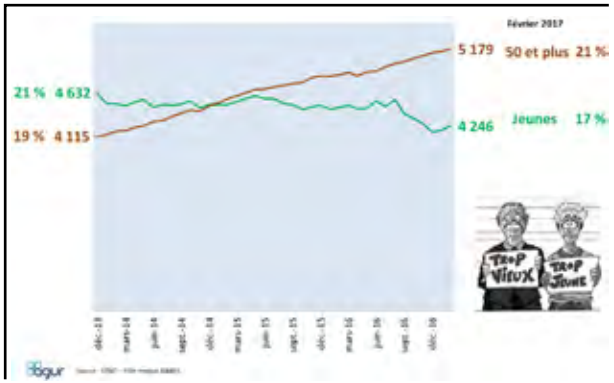
Demande d'emploi de longue durée dans la zone d'emploi de Dunkerque Cat. ABC - données CVS-CJO



Ce sont donc les récentes inscriptions qui ont généré cette forte augmentation du taux de chômage sur le territoire (+ 1187 DE de moins d'un an et 866 DE de moins de 3 mois).

➜ Le chômage selon l'âge

Demande d'emploi par âge dans la zone d'emploi de Dunkerque Cat. ABC - données CVS-CJO



Les effectifs des plus de 50 ans ne cessent de progresser depuis 2013 (+ 1000 personnes).

Par contre, les jeunes ont diminué de 400 Demandeurs d'emploi depuis 8 mois. Cette diminution ne se constate pas aussi fortement au niveau national et au niveau régional.

L'ensemble des mesures (Garantie Jeunes, IEJ…) destinées aux jeunes et leur renforcement depuis 2016 a permis de répondre aux besoins de ces demandeurs d'emploi et d'accentuer la dynamique d'insertion recherchée depuis trois ans.

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Dunkerque atteint celui de la Région Hauts de France à savoir 12,1%. Alors que nous enregistrions une augmentation de 0,3 points, la Région et la métropole baissaient de 0,6 points.

➜ L'organisation

Direction Générale

Direction de l'e2c Côte d'Opale *sites de Coudekerque-Branche et Boulogne-sur-Mer*	**Direction opérationnelle Maison de l'Emploi / PLIE** et en charge du "plan d'actions adultes"	**Direction opérationnelle Mission Locale** en charge du "plan d'actions jeunes"	**Direction Financière**	**Direction Administration et Ressources Humaines**
	Départements		Services généraux	Services généraux
École de la Deuxième Chance	Accueil Accompagnement	Orientation, Formation, Insertion, Projets	Emploi	Finances Comptabilité / Gestion	Informatique / Statistiques
	département Accueil / Accompagnement et pôle médiation emploi	*département Formation en charge de l'animation de l'Espace Info Formation*	*département Emploi*		

➜ Les ressources humaines

➜ Les postes

Pour la réalisation de son action, l'association Entreprendre Ensemble s'appuie sur ses salariés et sur des salariés mis à disposition par des collectivités ou associations.

	2015	2016	Perspectives 2017
Salariés EE	**138**	**152**	**152**
Salariés mis à disposition	**6**	**6**	**7**
Totaux	**144**	**158**	**159**

14 créations nettes de postes en 2016

Au-delà de 3 postes créés pour le bon fonctionnement des activités habituelles de la structure, l'association a créé 12 postes liés à la mise en œuvre de projets autour de :

- l'accompagnement (mise en place de la Garantie Jeunes, reprise de l'accompagnement PLIE réalisé par le CCAS de Dunkerque) - 8 postes
- la relation entreprise et le placement à l'emploi (renforcement de l'équipe apprentissage et création de postes de chargés de mission sectoriels) - 3 postes
- l'innovation (création d'un poste de chargé de mission Recherche et Innovation) - 1 poste

Dans le même temps, 1 poste de chargé de projets CLAP a été supprimé. Au 31/12/16, 9 postes sur les 152 ne sont pas pourvus.

➜ Les effectifs

Au 31/12/16, l'association compte 146 salariés dont trois ont été embauchés pour faire face à des absences (Maternité, Maladie, Inaptitude temporaire). L'effectif mensuel moyen de l'association est de 151 salariés (142,73 ETP).

Mouvements de personnel importants

19 salariés sont sortis au cours de l'année : 8 salariés en CDI (5 ruptures conventionnelles, 2 démissions, 1 licenciement), 11 salariés en CDD (7 fins de contrat, 4 ruptures d'un commun accord). 27 salariés ont été recrutés au cours de l'année 2016 : 13 en lien avec les créations de poste, 8 en remplacement de salariés sortis, 6 en remplacement de salariés absents.

Équivalent temps plein	138,80	% cadres	15,07 %
% femmes	78,76 %	% CDI	80,83 %
travailleurs handicapés	7,53 %	% temps partiel	22 %

Sorties	**19**	**Entrées**	**27**
dont CDI	8	dont CDI	1
dont CDD	7	dont CDD	20
dont emplois aidés	4	dont emplois aidés	6

Augmentation de la part des salariés en Contrats à Durée Déterminée

La quasi-totalité des embauches a été réalisée en CDD (surcroît d'activité lié à la mise en œuvre des projets, remplacement de salariés absents ou affectés à des projets). La part des salariés en CDD est passée de 9,93 % à 19,17 %. Cela permet à l'association de s'adapter à la durée de vie des projets et des financements mais n'est pas sans déstabiliser les équipes. L'année 2017 devra permettre de stabiliser la part des effectifs en CDD.

Baisse de la part des cadres

L'association a décidé de n'attribuer le statut cadre qu'aux nouvelles embauches de responsable de secteur ou directeur. La part des cadres est passée de 19,15 % en 2015 à 15,07 % en 2016.

Part croissante des femmes dans les effectifs de l'association

Les femmes représentent 79 % de l'effectif de l'association mais sont sous-représentées chez les cadres (45 %) et dans les fonctions managériales (56 %). Les femmes sont surreprésentées sur les métiers d'assistance, d'accueil et d'accompagnement. Un accord en faveur de l'égalité Hommes Femmes est négociation pour 2017.

Baisse du taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme est de 5,83 % en 2016 (7,48 % en 2015, 6,17 % en 2014). Ce taux est équivalent au niveau atteint en 2013. L'année 2014 et plus encore l'année 2015 ont été marquées par des arrêts de longue durée. En 2016, 51,45 % des journées d'absence maladie concernent 10 salariés (59,71 % en 2015). Un accord sera négocié en 2017 dans le but de réduire les arrêts de courte durée.

➜ La gestion et le développement des compétences

Élaboration des référentiels de compétences

Les référentiels des chargés d'accueil, des conseillers en insertion professionnelle et des managers de proximité ont été élaborés avec les équipes des antennes de proximité. Le travail sur les référentiels de compétences des chargés de relation entreprise, formateurs-référents et assistants administratifs a été engagé par l'équipe de l'École de la 2e chance (à finaliser en 2017). Ces référentiels doivent à présent être partagés avec les autres services.

Mise en œuvre des entretiens professionnels

14 entretiens réalisés sur les deux derniers mois de l'année par une équipe dédiée de salariés volontaires en renfort de l'équipe RH.

Mobilisation en faveur de la formation et de la qualification

55 salariés ont bénéficié de 3 138 heures de formation. Parmi ces salariés, 9 ont suivi des parcours qualifiants via la formation ou la VAE.

Une formation permettant la validation du Titre Professionnel CIP a été délocalisée sur Dunkerque. 3 salariées non diplômées ont suivi cette formation qui se termine en juin 2017. Pour accompagner ces stagiaires, nous avons formé 3 tutrices, salariées d'Entreprendre Ensemble, à la fonction tutorale. Des temps de tutorat ont été planifiés tout au long de la formation. Trois salariées en emplois d'avenir se sont engagées dans une démarche de qualification en vue de l'obtention du titre professionnel CIP, du DAEU et du CQPM assistante en gestion administrative.

Les finances

Les comptes de l'association se répartissent de la manière suivante :

Total des charges : 7 518 199 €

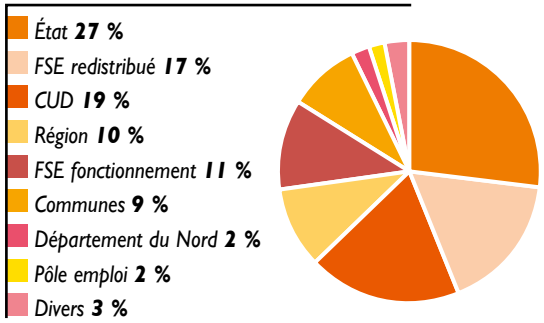
Total des produits : 7 446 271 €

Le résultat financier de l'exercice se caractérise par une perte de 71 928 €. L'ensemble des produits ont diminué malgré une augmentation des produits d'exploitation de 130 000 €. L'amélioration de la maîtrise du processus d'élaboration des bilans analytiques et des règles de contrôle permet une diminution des produits et des charges exceptionnels. À travers la Garantie Jeunes notamment, la part de l'État dans les ressources de l'association est une augmentation. Le soutien des autres financeurs traditionnels d'Entreprendre Ensemble ne faiblit pas. La CUD, la Région, le Département, le CCHF, la CAB, les Communes et Pôle emploi maintiennent les subventions et nous permettent ainsi de poursuivre nos activités.

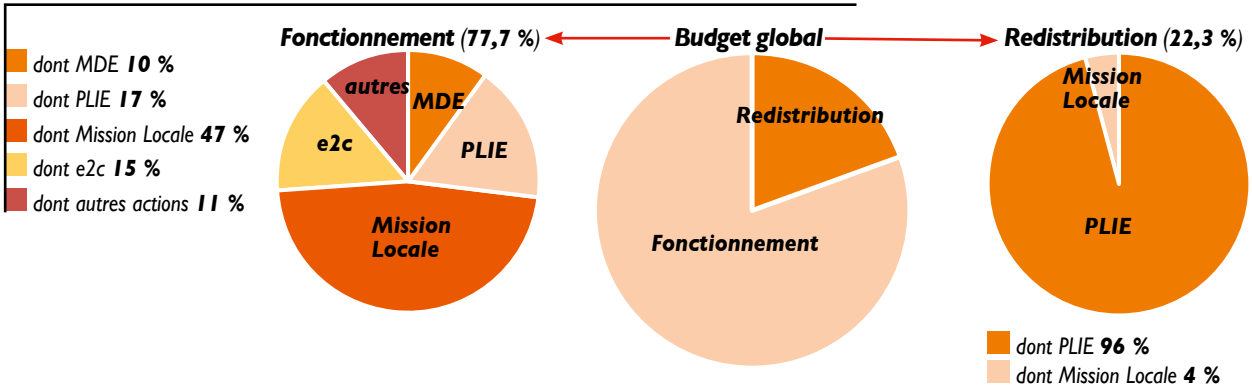
Comme le confirme le graphique ci-dessous, en tenant compte des fonds européens distribués par le PLIE via ADULYS, nous avons passé la barre des 9 millions d'euros de fonds gérés par l'association. Avec des effectifs constants, malgré cette hausse, les services comptables et financiers d'Entreprendre Ensemble répondent toujours mieux aux attentes des financeurs et des fournisseurs dans le respect des procédures validées par notre commissaire aux comptes.
Les charges d'exploitation ont globalement augmenté de 100 000 €. Il est à noter que la mise en œuvre de la Garantie Jeunes a généré une croissance de nos charges de personnel de 300 000 €. En effet, les effectifs ont augmenté de 9 ETP entre 2015 et 2016 soit une progression de 6,69 %. Celle-ci est compensée par une baisse de 250 000 € des dotations d'exploitation. Afin de maîtriser nos dépenses, nous avons diminué le recours à la sous-traitance et aux prestataires notamment au niveau du dispositif Mission Locale et de l'administration générale. Par contre, le passage à la fibre optique, le remplacement du personnel en absence de longue durée, le recours au crédit-bail pour l'acquisition du matériel informatique et l'organisation de plusieurs forums et manifestations ont généré des dépenses supplémentaires par rapport à l'année 2015.

En ce qui concerne l'analyse du bilan comptable, la situation au niveau de la trésorerie se tend toujours plus. En effet, les subventions 2015 ne seront pas soldées rapidement. Le dispositif d'avance de fonds contractualisé entre la CUD et ADULYS permet à cette dernière de verser des avances de 35 % à tous ses bénéficiaires dont Entreprendre Ensemble. Cet accord reste exceptionnel dans la Région Hauts de France. Malgré une perte de 71 928 €, une dotation en fonds de roulement de 200 000 € permet aux fonds associatifs de progresser de 127 625 €. Ils représentent aujourd'hui 2,5 mois d'activité. Le recours au crédit-bail pour l'achat du matériel informatique entraîne une baisse des immobilisations.

Répartition du budget par financeur



Analyse de la répartition des fonds reçus par l'association : 9 029 386 € (y compris FSE reçu au PLIE via Adulys)



➜ La Mission Locale

➜ Une mission

Entreprendre Ensemble la Mission Locale assure une mission d'accueil et d'accompagnement des jeunes de 16 à 26 ans non scolarisés dans une perspective d'insertion sociale et professionnelle.
Elle prend en compte les jeunes dans leur globalité et a pour objectif de leur apporter des réponses adaptées à l'ensemble des demandes formulées en termes d'accès à l'emploi, à la formation, à la santé, à la mobilité, au logement et aux loisirs.

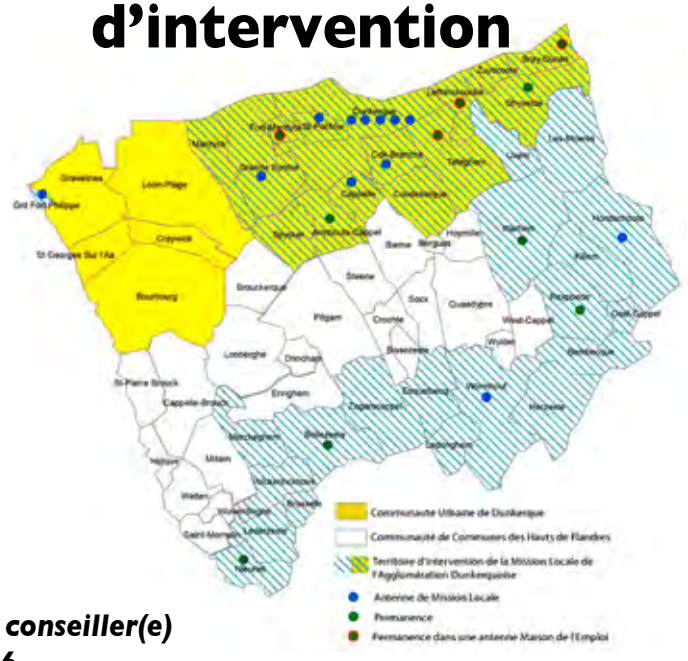
➜ Un savoir-faire

L'activité d'Entreprendre Ensemble La Mission Locale se décline de la manière suivante :
- ➜ accueil, information, orientation ;
- ➜ accompagnement des parcours d'insertion ;
- ➜ développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi ;
- ➜ expertise et observation active du territoire ;
- ➜ ingénierie de projet et animation locale au service de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

➜ Les chiffres clés

L'année 2016 a été marquée par une refonte du système d'information de toutes les Missions Locales au niveau national. Le logiciel "Parcours 3" utilisé jusqu'à présent, est remplacé par le logiciel "I milo". À ce titre, la Mission Locale de Dunkerque a formé, plus de 100 salariés (Conseillers en insertion professionnelle, Agents d'accueil, Conseillers Emploi, Chargés de projet, Assistant administratif) entre juillet et septembre 2015 à ce nouveau logiciel.
Les chiffres qui vous sont présentés doivent prendre en compte cette situation et il est donc prématuré de pouvoir comparer les chiffres de l'année 2014 et ceux de l'année 2015. En effet, les modes de saisie et de comptage sont différents et le temps d'appropriation de ce nouveau logiciel par les personnels est à prendre en compte. En revanche, en termes de comparaison, il est possible de comparer l'activité de la Mission Locale de Dunkerque avec celle de la Région Nord - Pas de Calais qui ont été soumises au même changement de système d'information.

➜ Le territoire d'intervention



***7 260** jeunes ont été en contact avec un(e) conseiller(e) de la Mission Locale au cours de l'année 2016,*
***dont 5 992** jeunes reçus en entretien, pour **43 527** entretiens.*

➜ L'accueil

Un premier accueil immédiat est proposé aux jeunes par le chargé d'accueil qui a pour mission de recevoir leurs demandes et de les accompagner dans l'utilisation des services proposés en accès direct au sein d'un espace ressources comportant :
- ➜ un espace documentaire ;
- ➜ un espace offres d'emploi ;
- ➜ un espace informatique (outil pour la recherche d'emploi).

Après analyse de la demande, le chargé d'accueil peut orienter le jeune vers un Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP).

➜ L'accompagnement

L'accompagnement des jeunes est réalisé par des Conseillers en Insertion Professionnelle au sein des antennes d'Entreprendre Ensemble la Mission Locale. Les CIP mobilisent alors l'offre de service développée et animée par les départements transversaux d'Entreprendre Ensemble : Emploi, Formation, Développement solidaire et Accueil-Accompagnement "volet médiation à l'emploi" ainsi que celle des partenaires de la structure.
La caractéristique de la fonction du conseiller en insertion professionnelle est d'être généraliste. Il analyse la situation globale du jeune et, à ce titre intervient sur des problématiques liées :

- **à l'emploi** en proposant :
  - ➜ un accompagnement sur les techniques de recherches d'emploi ;
  - ➜ des mises en relation sur des offres d'emploi ;
  - ➜ des jobs saisonniers ;
  - ➜ des immersions en entreprise.
- **à la formation** en proposant :
  - ➜ des actions préparant à l'alternance ;
  - ➜ des actions de qualification ;

➜ des actions pour définir un projet professionnel ;
➜ des actions de formation générale.
• **à la vie quotidienne** en proposant :
➜ un accompagnement pour l'accès et le maintien en logement autonome ;
➜ des actions pour favoriser l'accès aux soins ;
➜ des actions facilitant la mobilité (permis de conduire…) ;
➜ un accès aux vacances ;
➜ des actions permettant de pratiquer une activité sportive.

***40** salariés assurent l'accueil et l'accompagnement des jeunes en antenne de proximité soit :*
***12** chargés d'accueil et **28** Conseillers en Insertion Professionnelle pour **12** antennes dont **9** en zone urbaine.*

➜ Caractéristiques des jeunes accompagnés

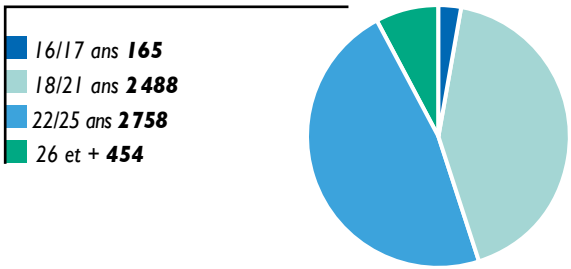
***5 992** jeunes reçus en entretien,*
***46 %** du public accompagné sont des femmes,*
***2,75 %** de jeunes sont mineurs,*
***57,5 %** des jeunes ont un niveau inférieur au CAP/BEP,*
***27 %** des jeunes disposent d'un logement autonome,*
***44 %** du public a le permis de conduire,*
***39,6 %** des jeunes possèdent un moyen de locomotion autonome (auto, moto, scooter).*

➜ Les jeunes en accompagnement : 5 992

Jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien dans l'année.

Sexe

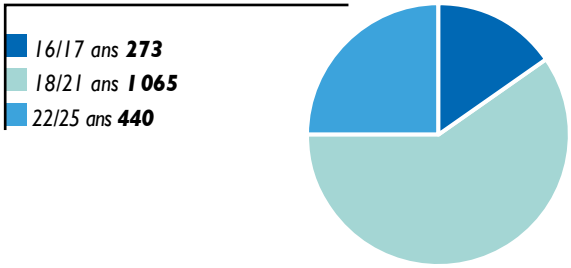
Tranches d'âge



➜ Les jeunes accueillis pour la première fois en 2016 : 1 778

Sexe

Tranches d'âge



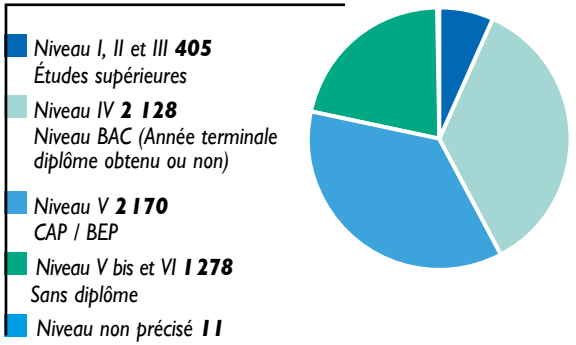
Les propositions faites aux jeunes

Les propositions faites aux jeunes lors des entretiens individuels sont répertoriées en 3 domaines (professionnel / social / vie sociale) et déclinées en 7 thèmes (accès à l'emploi / formation / projet professionnel / logement / santé / citoyenneté / loisirs, sport, culture).
Nombre de propositions : 113 850, pour 6 318 jeunes

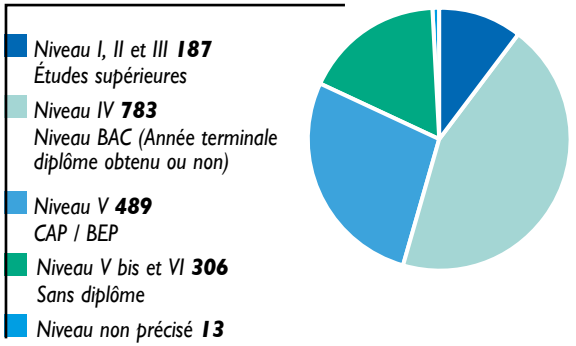
Les mesures d'accès à l'emploi et à la formation

Les propositions faites aux jeunes déclenchent des changements de situations pour les jeunes en accompagnement tout au long de l'année. **Nombre de mesures d'accès à l'emploi et à la formation : 7 315**

Niveau de formation



Niveau de formation

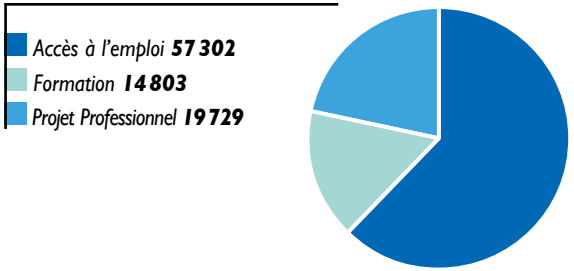


➜ Les propositions faites aux jeunes

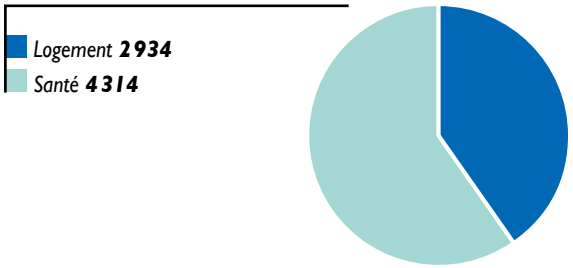
Les propositions faites aux jeunes lors des entretiens individuels sont répertoriées en 3 domaines (Professionnel / Social / Vie Sociale) et déclinées en 7 thèmes (accès à l'emploi / formation / projet professionnel / logement / santé / citoyenneté / Loisirs, sport, culture).

Nombre de propositions : 113 850 pour 6 318 jeunes.
81 % de propositions de type : "appui au projet professionnel, formation et accès à l'emploi"

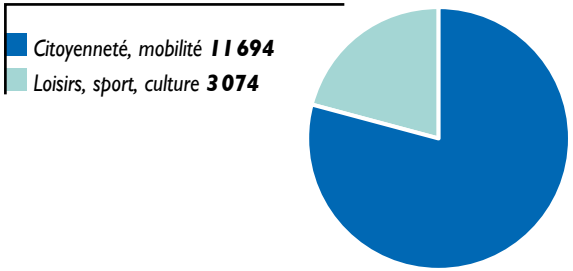
Domaine professionnel : 91 834 81 %



Domaine social : 7 248 6 %



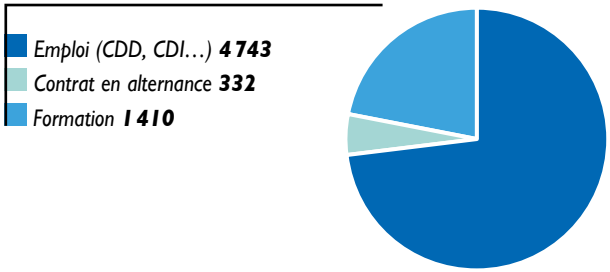
Domaine vie sociale : 14 768 13 %



➜ L'accès à l'emploi et la formation

Les propositions faites aux jeunes déclenchent des changements de situations pour les jeunes en accompagnement tout au long de l'année :

Nombre de mesures emploi / formation : 7 315 pour 3 419 jeunes



➜ Les aides financières

En 2016, les aides financières reversées aux jeunes (allocation, subsistance, transport, vêture professionnelle, mobilité, formation, projets d'utilité social ou de création d'entreprise…) ont été de **1 631 590,57 €**.

- ***Les allocations CIVIS*** *(financeur : Direccte via ASP)* **> *1 814 allocations versées*** *(94 600 €)* **;**
- ***Les aides FIPJ*** *(financeur : Direccte)* **> *43 jeunes concernés*** *(3 975 €)* **;**
- ***Les aides du FDAJ*** *(financeur : Conseil Départemental du Nord)* **> *257 aides accordées*** *(86 775 €)* **;**
- ***Les allocations Garantie Jeunes*** *(financeur : État)* **> *550 jeunes concernés*** *(1 350 120,57 €)* **;**
- ***Les aides Initiative pour l'Emploi des Jeunes*** *(financeur : FSE)* **> *91 jeunes concernés par la formation*** *(30 000 €)* **et *235 jeunes qui ont bénéficié des aides directes à la vêture, au transport et à la subsistance*** *(27 000 €)* **;**
- ***Le microcrédit personnel : 2 demandes validées*** *(4 000 €)* **;**
- ***Le CLAP pour la création d'entreprise ou d'actions socioculturelles*** *(financeur : Région)* **> *52 jeunes accompagnés de moins de 26 ans*** *(20 000 €)* **;**
- ***Les aides pour l'accès aux vacances*** *(financeur : État)* **> *84 bourses / 118 jeunes*** *(15 120 €)*.

➜ Les actions d'accès à la santé, à la citoyenneté, à la mobilité

➜ La santé, le bien-être des jeunes, la prévention

La santé

La santé est abordée au travers de l'accès au droit, notamment la carte Vitale et la CMU ; de l'accès aux soins, par le biais des bilans de santé ; de l'information, de la sensibilisation et de la prévention.

Partenariat avec la CPAM : 132 jeunes de la Mission Locale et 100 jeunes de l'e2c ont pu bénéficier d'un bilan de santé. Signature et mise en place d'une convention de partenariat dans le cadre du "Parcours Santé Jeunes" mis en place en septembre 2016.

Partenariat avec l'équipe d'appui santé/social : afin de mieux appréhender des situations problématiques vécues avec des jeunes en difficulté psychologique ou sociale, des entretiens individuels et des ateliers d'expression sont menés par une psychologue ou une thérapeute de l'AFEJI. Un temps d'échange de pratiques sur la thématique de la non-demande a eu lieu en septembre avec les professionnels du dispositif "garantie jeunes".

Des actions de sensibilisation se sont déclinées en une action pour la prévention des addictions (1 groupe de 13 jeunes), une action "Santé Réussite" (120 jeunes).

Le logement

Le partenariat se traduit, par la participation d'Entreprendre Ensemble à différentes commissions telles que : commissions d'attributions de logement au sein de l'ALJ.

Un guide logement est mis à disposition des antennes (recherche, accès et maintien)

L'aide aux projets vacances

En 2016, 84 bourses pour 118 jeunes, d'un montant de 180 € ont été accordées. Ils proviennent de l'association "Vacances Ouvertes", et d'un partenariat avec l'ANCV, soit un montant de 15 120 €.

Ce dispositif a fait l'objet d'une animation importante, chaque semaine de mi-juin à mi-août, une commission d'attribution a été mise en place. Cette commission est constituée d'un Conseiller en Insertion Professionnelle de la Mission Locale et de l'animatrice de l'action.

➜ Bonus Ville et Bonus Citoyen

Bonus Ville est un dispositif qui permet aux jeunes d'effectuer des missions courtes, deux jours en moyenne, lors des manifestations culturelles, sportives, caritatives ou festives qu'organisent les villes. Ils peuvent occuper un poste de travail, dans une équipe, en termes d'accueil, d'animation, de sécurité, de manutention, ou de restauration. Ils obtiennent des moyens pour financer un projet, en lien avec la mobilité, l'accès à un logement autonome, voire une formation type BAFA mais ces missions peuvent aussi confirmer un projet professionnel en acquérant une expérience significative.

En 2016, deux villes ont participé à l'opération : Dunkerque et Leffrinckoucke.

Pour Dunkerque : **66 jeunes participants pour un total de 1215 heures.**

Pour Leffrinckoucke : **2 jeunes participants pour un total de 158 heures.**

À noter en complément, 5 conventions partenariales avec les structures suivantes ; 2 à l'ADUGES, 2 au CCAS de Dunkerque et 1 pour la commune associée de Fort Mardyck.

L'action Bonus Ville a été complétée par l'action Bonus Citoyen pour des jeunes suivis sous-main de Justice.

L'action a pour objectifs d'apporter aux jeunes :

- ➜ une approche de différents métiers ;
- ➜ une première expérience professionnelle ;
- ➜ une première intégration dans un collectif de travail ;
- ➜ un travail sur les savoir-être ;
- ➜ la possibilité de pouvoir financer un projet mobilité (le permis de conduire) ou un projet logement (accession, maintien, emménagement…).

10 jeunes ont intégré l'action pour 12 contrats de travail représentant 118 heures de travail effectuées. En fin d'action :

- ➜ 1 jeune a démarré un service civique ;
- ➜ 1 jeune a démarré un emploi d'avenir ;
- ➜ 1 jeune effectue régulièrement des missions intérimaires ;
- ➜ 5 jeunes sont demandeurs d'emploi ;
- ➜ 1 jeune a quitté la région ;
- ➜ 1 jeune a abandonné l'action.

➜ *Service civique "intermédiation"*

Entreprendre Ensemble la mission locale dispose d'un agrément national via l'Union nationale des Missions Locales pour l'accueil et la mise à disposition de jeunes en service civique, dans le cadre de l'intermédiation.

L'intermédiation consiste à établir une convention entre Entreprendre Ensemble (structure agréée) et une structure d'accueil (non agréée de type associative ou d'une collectivité territoriale) pour la mise à disposition d'un ou plusieurs jeunes en service civique afin de concrétiser une mission ou plusieurs missions citoyennes.

Les missions doivent impérativement porter sur des thématiques liées à l'éducation, le sport, la solidarité, le handicap, la santé, l'environnement, la mémoire ou encore l'histoire.

En 2016, nous avons répondu à deux sollicitations de la part de la ville de Grand-Fort-Philippe et de la Communauté Urbaine de Dunkerque, pour des durées de 6 et 8 mois.

Pour la ville de Grand-Fort-Philippe :

- ➜ 6 jeunes : ambassadeur de la mobilité ;
- ➜ 2 jeunes : aide à la mise en œuvre d'une épicerie solidaire ;
- ➜ 1 jeune : ambassadeur de mémoire et d'histoire.

Pour la Communauté Urbaine de Dunkerque :

- ➜ 6 jeunes : ambassadeur de la préservation de l'environnement ;
- ➜ 1 jeune : ambassadeur de l'environnement pour la mémoire et l'histoire.

➜ Service civique "tiers de confiance"

La Mission Locale d'Entreprendre Ensemble a été mandatée par le Direction Départementale de la Cohésion Sociale afin d'assurer le rôle de "tiers de confiance" afin de promouvoir le service civique sur notre territoire.
Cette mission a pour objectifs opérationnels :
1 - Permettre la montée en puissance d'un Service Civique universel de qualité
➜ développer les offres de missions ;
➜ coconstruction des offres.
2 - Favoriser l'augmentation du nombre d'agréments
3 - Informer et communiquer sur le dispositif service civique
4 - Mutualiser et faire réseau avec les partenaires du territoire et notamment avec les Points Information Jeunesse (PIJ), les Bureaux d'information Jeunesse, les maisons associatives
5 - Assurer le repérage de structures en capacité et volontaires pour développer des missions de service civique sur leur territoire
5 - Informer les structures sur leurs droits et obligations suite à un agrément
6 - Aider au montage des dossiers d'agrément
7 - Diffuser les offres au public cible
8 - Favoriser la communication entre les structures d'accueil de service civique et la DDCS du Nord.

Au cours de l'année 2016, 90 structures ont bénéficié de nos services :
➜ 72 associations ;
-➜ 13 collectivités territoriales ;
➜ 5 établissements de la fonction publique hospitalière.

Les programmes engagés avec ses structures :
➜ 10 ont validé une instruction pour une demande d'agrément ;
➜ 11 sont toujours en attente d'une validation ;
➜ 8 ont nécessité un soutien pour leur phase de recrutement de jeunes ;
➜ 5 ont bénéficié d'une mutualisation pour la mise en œuvre des formations PSC1 et civique et citoyenne ;
➜ 56 ont souhaité des informations sur le dispositif sous forme d'entretien individuel ou collectif.
La DDCS du nord a confirmé l'attrait et la légitimité de cette mission et a annoncé son renouvellement pour l'année 2017.

➜ La formation

➜ Descriptif de l'offre de service

Le Département Formation a pour objectif de **permettre l'accès à la formation des jeunes inscrits en Mission Locale et de renforcer leur qualification pour une meilleure insertion professionnelle.** Cette mission est assurée par une équipe de la Mission Locale de Dunkerque conventionnée par la Région en tant que Structure Locale d'Animation du Programme Régional de Formation sur l'ensemble du territoire du Bassin Emploi Formation.

En articulation permanente avec les financeurs de formation, les organismes de formation et les autres prescripteurs, l'équipe met en œuvre l'ensemble du processus, de l'information des prescripteurs (offres, positionnements des publics) aux suivis et bilans finaux des actions. Elle assure aussi la gestion centralisée de la prescription formation des publics et des offres de formation du Conseil Régional, de l'Agefiph et de Pôle emploi (actions tous publics).

L'équipe du pôle formation utilise un progiciel spécifique piloté au siège et connecté aux antennes de proximité qui permet de mobiliser en temps réel les offres d'orientation et de formation financées par la Région, Pôle emploi ainsi que celles de l'Agefiph. Le travail d'actualisation et de développement de l'outil informatique permettant l'information, la prescription et la gestion de la formation, s'est poursuivi en 2016.

➜ Évolutions spécifiques

Les programmes conventionnés

L'équipe du Département Formation a poursuivi en 2016 ses activités d'animation et d'appui à la prescription des conseillers sur l'offre de formation régionale ainsi que sur les autres offres conventionnées proposées aux publics jeunes sur le territoire. Les programmes conventionnés s'inscrivent dans le cadre du Contrat de Plan Régional pour le Développement des Formations Professionnelles redéfini depuis 2012.

Le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP) vient d'être redéfini en fin d'année 2016. Élaboré en concertation avec les acteurs publics et les partenaires sociaux depuis juillet, le CPRDFOP a été approuvé en séance plénière le 14 décembre et servira de ligne directrice pour toute la durée du mandat.

Le Programme Régional de Formation (PRF) rassemble l'ensemble des actions proposées par la Région pour la construction de parcours d'accès à la qualification et à l'emploi, à destination des demandeurs d'emploi. Dans ce cadre, le PRF a eu pour objectifs de :
➜ Favoriser une politique d'accès à la certification comme moyen d'accès à l'emploi durable ;
➜ S'adresser prioritairement aux personnes les moins qualifiées dans une volonté de réduction des inégalités ;
➜ Renforcer les savoirs fondamentaux.

S'agissant des dispositifs de formation mis à disposition des publics demandeurs d'emploi du territoire, on note en 2016 un déploiement de nouveaux dispositifs nationaux et régionaux. L'équipe est intervenue à plusieurs reprises auprès des conseillers sur les nouvelles mesures, procédures et modalités de mise en œuvre des dispositifs. Elle a bénéficié de l'appui technique de l'Espace Info Formation au moment des interventions sur les mesures.

• **le plan "500 000 formations supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi"** dispositif national décliné en régions (prolongé 1er semestre 2017). Les besoins en formation dans les métiers en tension sont nombreux. Parmi les secteurs concernés : l'informatique, le transport/logistique, l'industrie, les services aux entreprises, le commerce et la vente, l'hôtellerie/restauration et le tourisme.

Chantier École Taille réelle de Dunkerque

La Région pilote la mise en œuvre de ce plan. Dans les Hauts-de-France, ce sont 88 000 formations qui seront financées d'ici la fin de l'année.

• **Proch'emploi** (Région Hauts de France) dispositif dans lequel Entreprendre Ensemble s'est impliqué dès le début en 2016 (pôle formation et Espace Info Formation).

• **le dispositif Chèque Pass'formation** (Région Hauts de France) et les **Aides Individuelles à la Formation** (AIF-Pôle emploi) dispositifs permettant l'individualisation des réponses en complément de l'offre collective du droit commun. Le dispositif Chèque Pass'formation : la Région accompagne les projets individuels de formation des demandeurs d'emploi, notamment dans le cadre de la démarche Proch'emploi. Il s'agit de permettre au bénéficiaire d'accéder à une formation qualifiante ou menant à une certification (CAP, Bac, Titre Professionnel,…) en lien direct avec son projet professionnel. Le dispositif Chèque PASS Formation soutient les projets individuels de formation des demandeurs d'emploi visant :

➜ soit les métiers en tension et prioritaires ;
➜ soit les projets de création ou de reprise d'entreprise ;
➜ soit les projets de reprise d'activité suite à un licenciement économique.

• **Le Compte Personnel de Formation** (CPF) remplace depuis janvier 2015 le Droit Individuel à la Formation. C'est un droit universel, attaché à la personne (actif), et non à son statut. L'individu est consommateur et financeur dans le sens où il va chercher un tiers payant pour des financements complémentaires.

Tous ces dispositifs ont été mis en place dans des délais rapides s'ajoutant et s'imbriquant aux programmes conventionnés existants. L'équipe a dû s'adapter en permanence pour s'approprier et intégrer l'ensemble des activités nouvelles qui en ont découlé tout en maintenant sa mission d'appui à la mise en œuvre des programmes conventionnés. Pour pouvoir assurer la promotion de cette offre massive, un plan d'action pour la mobilisation des conseillers et des publics a été défini à l'interne d'Entreprendre Ensemble et à l'externe en concertation avec les partenaires de la Région et de Pôle emploi.

Autres évolutions 2016

Depuis 2015 les modes de financement de la région ont évolué avec l'introduction d'une Délégation de Service Public (DSP) pour le programme "ex-compétences clés" accordé au groupement d'organismes de formation @3C. Une nouvelle organisation de l'offre en a découlé à compter du 1er septembre 2015 qui perdure en 2017. En dépit de la collaboration régulière avec l'équipe d'@3c et de la promotion du dispositif réalisée à destination des conseillers, nous constatons que la mise en œuvre du dispositif @3C a eu des répercussions sur les prescriptions en nette baisse en 2016. Auparavant, il y avait autant de prescriptions que de modules de formation aux compétences clés. Depuis l'arrivée d'@3C, on ne compte plus qu'une seule prescription, même si le jeune suit plusieurs modules, les différentes offres d'orientation et de formation étant gérées à l'interne du groupement.

Le suivi individuel des parcours formation et la valorisation de l'accompagnement assuré par les conseillers s'en sont trouvés de fait aussi affectés. Les retours d'informations sur les publics intégrés dans ce dispositif restent encore à améliorer en 2017. La faible mobilisation de l'étape préliminaire d'orientation et de remobilisation rend les positionnements sur les formations qualifiantes plus fragiles, augmentant les risques de ruptures de parcours de formation (notamment dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment). Ces constats nous conduisent à plaider pour une offre d'orientation et de remobilisation mieux articulée à l'offre de formation afin d'assurer la continuité des parcours et améliorer l'accès des publics pas ou peu qualifiés à la qualification. Plus globalement, on note aussi une baisse des positionnements de jeunes, en partie liée à la baisse des premiers accueils.

Enfin, en dépit de l'accroissement de l'offre de formation en 2016, une partie des sessions programmées ont dû être annulées notamment dans le domaine de l'industrie.
En conclusion, face aux évolutions structurelles et conjoncturelles du secteur de la formation en cours, le pôle formation a continué à œuvrer en 2016 pour s'approprier les nouveautés et outiller et accompagner les conseillers pour mobiliser au mieux les dispositifs au profit des publics. Ce travail d'adaptation de l'organisation locale sur la formation est toujours réalisé en concertation avec les financeurs et les opérateurs impliqués (Mission Locale, PLIE, Cap emploi, Pôle emploi).

Analyse des entrées en formation des publics jeunes en 2016

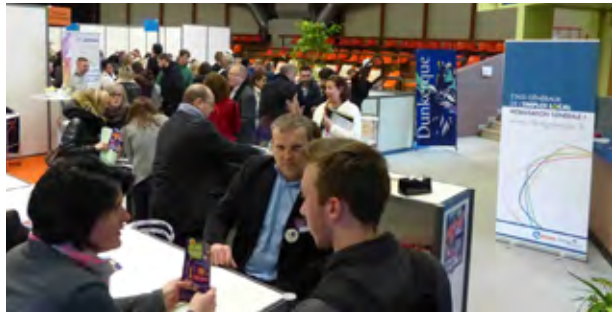
En 2016, 1144 jeunes ont intégré 1 410 mesures formation contre 1167 jeunes et 1490 mesures formation en 2015. Le Programme Régional de Formation représente 611 mesures formation réalisées en 2016 contre 711 en 2015 en baisse d'environ 15 % par rapport à l'année précédente. Les formations à financements spécifiques représentent 35 % des situations formation réalisées en 2016 (506) résultat de même niveau qu'en 2015. On y retrouve des formations réalisées dans le cadre de contrats aidés - Emplois d'avenir, Contrat d'Accès à l'Emploi et celles financées par d'autres financeurs que la Région, Pôle emploi et l'AGEFIPH.

On note donc une baisse relative des entrées qu'il conviendrait de corriger en lien avec les remarques ci-dessus sur le volet orientation et formation générale/compétences clefs certains positionnements initiés par les conseillers n'étant pas aujourd'hui valorisés dans nos bases de données par déficit de retours d'informations des organismes et des publics. Il faut prendre aussi en compte dans l'analyse la tendance actuelle de positionnement des publics directement auprès des organismes de formation sans solliciter la prescription via des conseillers. Cette tendance se renforce encore en 2017, des sources multiples de positionnements en formation s'étant développées depuis 2015. Le travail d'accompagnement et d'élaboration des projets et des parcours mené en amont par les conseillers n'est plus de fait valorisé.

Jeune "Initiative pour l'Emploi des Jeunes" au rallye emploi

➜ L'alternance

La promotion de l'alternance est une priorité du territoire dunkerquois et par conséquent de la Mission Locale de Dunkerque. Depuis plusieurs années, la Mission Locale a développé des liens étroits avec les acteurs de l'alternance (et plus particulièrement les acteurs de l'apprentissage) qui sont implantés sur le bassin d'emploi (chambres consulaires, organismes de formations, centres de formations d'apprentis, Pôle emploi…). Ce travail de partenariat permet de mobiliser au quotidien les offres de services respectives au bénéfice des employeurs et des jeunes demandeurs d'emploi.
Ces offres de services mutualisées se traduisent en actions de sensibilisation, d'information et de recrutement. En 2015, 622 jeunes accompagnés par la Mission Locale de Dunkerque ont été sensibilisés à l'alternance, 302 contrats en alternance ont été signés.
Le mercredi 16 mars 2016, à la salle de la Concorde, s'est tenu le **Tchat Jeunes Alternance** organisé par la Ville de Dunkerque et Entreprendre Ensemble en partenariat avec Pôle emploi. Cette manifestation, inscrite dans le cadre de la campagne nationale de promotion de l'alternance et de la semaine nationale des Missions Locales, a connu un vrai succès puisque plus de 400 jeunes ont participé à ce Tchat.
Pour cette troisième édition, une vingtaine de centres de formation représentant huit secteurs d'activités différents étaient présents afin de valoriser et promouvoir l'alternance auprès des jeunes : Bâtiment, Industrie-Energie, Hôtellerie-Restauration/Métiers de bouche, Commerce/Vente/Distribution, Jardins-Espaces verts / Horticulture/Environnement, Transport/Logistique, Artisanat, Mécanique Auto/Transport public.



Forum Tchat Alternance 2016

➜ Les emplois d'avenir

le déploiement et l'accompagnement des jeunes pendant l'étape, de l'intégration à la sortie

➜ Axe 1 : Le déploiement des mesures contrats aidés

L'action de promotion et d'accompagnement des emplois d'avenir s'est inscrite dans la continuité des actions mises en œuvre en 2015, en poursuivant **l'information auprès d'employeurs dans des secteurs d'activité peu investis jusqu'alors dans le dispositif** (cliniques/hôpitaux, EHPAD, Associations sportives…). Une prospection ciblée a été effectuée auprès des associations d'aide à domicile, secteur porteur du territoire, qui sont des employeurs en recrutement permanents et qui titularisent de nombreux emplois d'avenir. Ce rappel étant fait, l'année 2016 a visé à poursuivre la prospection sur de nouveaux créneaux identifiés comme porteurs et notamment le secteur marchand.

Plan d'actions 2016 :

- ➜ Envoi de mailing aux employeurs des secteurs marchands et non marchands pour les informer des enveloppes disponibles, des critères d'éligibilité et des aides ;
- ➜ Mailings spécifiques aux associations sportives avec les mêmes informations ;
- ➜ Prospection ciblée du secteur de l'aide à domicile et des EHPAD ;
- ➜ Réunion d'information sur les mesures Emploi / Insertion auprès de clubs de zone sur les communes disposant notamment d'un périmètre QPV ;
- ➜ Prospection des entreprises du dunkerquois bénéficiant d'une délégation de service public ainsi que le Grand Port Maritime de Dunkerque.

En 2016 : 429 mesures Emploi d'Avenir
351 mesures d'insertion (CDDI, CIE et CAE)

➜ Axe 2 : L'accompagnement des salariés dans l'emploi

Les jeunes en emploi d'avenir et les employeurs sont accompagnés par 2 conseillères en insertion professionnelle tout au long du contrat. Elles sont tenues au minimum à 5 entretiens obligatoires sur les 3 ans sur le lieu de travail, sinon elles interviennent autant que de besoin en appui des tuteurs.
L'objectif étant de :

- ➜ s'assurer d'une intégration réussie dans l'emploi ;
- ➜ construire le projet de formation ;
- ➜ accompagner la mise en œuvre du projet professionnel ;
- ➜ accompagner le renouvellement et la sortie.

➜ Axe 3 : La professionnalisation des salariés en contrat aidé

L'apport complémentaire d'Entreprendre Ensemble à consister à :

- ➜ **L'appui à la mise en œuvre de formations par les employeurs** (aide à l'ingénierie de formation) ;
- ➜ **La mobilisation du fonds de professionnalisation de la CUD au cofinancement des formations** :
  - Informer, conseiller et accompagner les employeurs sur les formations, les organismes de formation et les différentes sources et articulations de financements possibles ;
  - Mutualiser des besoins pour créer et délocaliser des actions de formation.
- ➜ Cofinancer des formations professionnalisantes ou diplômantes.

En 2016, le fonds de professionnalisation de la CUD a permis la formation de 39 salariés en Emploi d'Avenir pour un montant de formation de plus de 94 600 € et un cofinancement à hauteur de 31 000 €.

➜ Axe 4: L'accompagnement des salariés et des employeurs à la fin de contrat

L'accompagnement à la fin de contrat repose essentiellement sur le bilan final tri partite réalisé entre 3 et 2 mois avant la sortie du dispositif. 93 % des 243 Emplois d'Avenir sortis en 2016 ont bénéficié de leur bilan final tri partite. Tous les jeunes en fin d'emploi d'avenir peuvent bénéficier 6 mois avant la sortie de:

- ➜ La validation et valorisation des compétences : grâce à l'Attestation de Compétences qui aide à la valorisation de l'expérience et des compétences acquises, le jeune peut l'utiliser comme lettre de recommandation.
- ➜ De l'offre de service de la Mission Locale: animée par les équipes d'Entreprendre Ensemble, elle est prescrite directement par les employeurs ou par les conseillères et comprend :
  - le dispositif Équipe ton Parcours qui comprend un diagnostic social et professionnel et/ou des modules à la carte
  - le parrainage
- ➜ Des offres d'emploi collectées par le Département Emploi d'Entreprendre Ensemble
- ➜ L'anticipation de la reprise d'accompagnement post fin de contrat : selon le profil des salariés identifiés, un travail d'anticipation et d'orientations est réalisé afin d'orienter le salarié vers le dispositif d'accompagnement adéquat : Mission Locale ou IEJ pour les moins de 26 ans et accompagnent PLIE pour les plus de 26 ans.

➜ La médiation à l'emploi

➜ Les Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel

Toute personne accompagnée dans une démarche d'insertion sociale ou professionnelle, et quels que soient son statut, son âge ou ses supports d'accompagnement, peut mobiliser au cours d'un parcours d'insertion des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP).

Pour le jeune, cela lui permet de :

- ➜ découvrir une entreprise, un secteur d'activité et un métier ;
- ➜ faire valoir ses compétences ;
- ➜ décrocher un contrat de travail.

Pour l'entreprise, cela lui permet de :

- ➜ communiquer sur son activité ;
- ➜ partager ses valeurs ;
- ➜ valoriser son savoir-faire ;
- ➜ repérer des candidats et recruter en confiance.

Conclue pour une durée maximale de deux semaines renouvelables (de date à date), une PMSMP peut être effectuée de manière continue ou discontinue.

En 2016, la Mission Locale a mis en œuvre 567 PMSMP, 110 contrats de travail ont été signés grâce à cette mesure.

➜ Le Parrainage

Le Parrainage est une action **d'accompagnement d'une durée de 2 à 6 mois** renouvelable une fois. Le positionnement des jeunes est réalisé par l'ensemble des Conseillers en Insertion Professionnels des antennes d'Entreprendre Ensemble de la Mission Locale.

Cet accompagnement est effectué par **des professionnels bénévoles actifs ou retraités** (un réseau de 40 parrains et marraines) issus de **différents secteurs d'activité (bâtiment, industrie, logistique, tertiaire...)** et ayant une bonne connaissance du tissu économique local.

Le parrain s'engage à rencontrer régulièrement les jeunes lors d'entretiens individuels pour partager son expérience du monde de l'entreprise et les aider dans leurs démarches de recherche d'emploi. L'objectif étant d'optimiser les outils et les techniques de recherche d'emploi (simulation d'entretien professionnel, analyse du CV et des lettres de motivation, écoute, coaching, etc.).

Des rencontres sont organisées pour favoriser les échanges du réseau et avec les Conseillers en Insertion Professionnelle de la Mission Locale dans l'objectif de partager leurs expériences et d'améliorer le dispositif.

En 2016 :
80 jeunes ont démarré le Parrainage
22 jeunes sont sortis pour emploi durable de plus de 6 mois
5 jeunes sont sortis pour emploi de moins de 6 mois
4 jeunes sont sortis en service civique
2 jeunes sont sortis pour déménagement, 5 pour abandon et 6 sont toujours demandeurs d'emploi

Le dispositif Parrainage mis en place sur le territoire montre des résultats encourageants en termes d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle.

➜ *Équipe Ton parcours*

En 2016, la Mission Locale a testé une nouvelle offre de service "Équipe ton Parcours", un ensemble de modules de courte durée ont été proposés aux jeunes tels que (Diagnostic personnel et professionnel, modules sur le marché de l'emploi, sur les mesures pour les jeunes, le CV, l'immersion, la préparation à un entretien d'embauche…) animée par les équipes d'Entreprendre Ensemble.

Cette offre de service a bénéficié également à des jeunes en service civique pour maintenir l'accompagnement de la Mission Locale pendant l'étape et les préparer à la fin de mission.

- ➜ 26 modules "diagnostic personnel et professionnel" se sont déroulés entre janvier et décembre 2016. 183 participants ont été présents (111 adultes et 72 jeunes)
- ➜ Autres modules: (CV, lettre de motivation, simulation d'entretien, DISC, Service à Distance de Pôle emploi, PMSMP, Zoom métiers, info formation)
  - 96 modules animés par Entreprendre Ensemble (149 jeunes et 181 adultes)
  - 13 modules animés par nos partenaires: Sophrologie, Communication et Estime de soi (32 jeunes et 40 adultes)
- ➜ Formation appropriation du module "diagnostic personnel et professionnel"
  - 42 Conseillers en Insertion Professionnelle formés (EE et extérieurs) : 19 CIP public adulte et 23 CIP public jeune ;
- ➜ Des structures partenaires qui prescrivent sur l'action: Ville de Dunkerque, Ville de Coudekerque Branche, Ville de Leffrinckoucke, Sous-Préfecture, CUD, ADUGES, ACL Proxipol, , CETIDE, AFEJI.

➜ L'Initiative pour l'Emploi des Jeunes

Cette action est mise en œuvre avec le soutien de l'Union Européenne pour des jeunes qui ne sont ni en scolarité, ni en emploi, ni en formation professionnelle (NEET). Il s'agit d'un SAS d'accompagnement préalable à l'emploi.

L'action se décline de la manière suivante :

- ➜ La signature d'un contrat d'engagement réciproque pour une durée de 4 mois ;
- ➜ Un accompagnement individuel et collectif vers l'emploi de 4 mois de jeunes ayant un projet professionnel validé ;
- ➜ Des aides directes pour le transport, la vêture, la subsistance pour tout démarrage d'immersion, de formation ou d'emploi ;
- ➜ Des aides financières pour le financement de formation professionnelle (Habilitions, CACES, ANFAS…) ;
- ➜ Un objectif d'accès à l'emploi pendant et à l'issue de l'accompagnement.

L'accompagnement individuel et collectif vers l'emploi est réalisé par une équipe de Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) spécialistes :

- ➜ De l'emploi par secteur d'activité ; BTP, industrie, transport / logistique, hôtellerie / restauration, tertiaire, commerce et services à la personne et à la collectivité (mise en relation sur offres, prospection du marché caché, immersion en entreprise ou en CFA…) ;
- ➜ De la médiation à l'emploi (Techniques de recherche d'emploi, parrainage, tissu économique…) ;
- ➜ De la levée des freins pour favoriser l'accès à une étape et le maintien dans l'étape (logement, santé, mobilité, subsistance…).

Atelier collectif Garantie Jeunes

Les Conseillers en Insertion Professionnelle doivent adapter et animer une offre de service complémentaire à l'accompagnement renforcé en s'appuyant sur les spécialités et les compétences des uns et des autres. L'offre de service s'est développée progressivement, des ateliers collectifs se sont mis en place sur les thématiques suivantes :

- ➜ Le CV et la lettre de motivation ;
- ➜ Les clés de réussite pour un entretien d'embauche (20 minutes pour convaincre)
- ➜ L'identification des compétences ;
- ➜ "Le net au service de l'emploi" avec une présentation du Service A Distance de Pôle emploi ;
- ➜ Les droits au travail et les comportements attendus ;
- ➜ La présentation des modalités de l'alternance ;
- ➜ La présentation des immersions (PMSMP), l'intérêt pour les jeunes et comment s'y prendre ;
- ➜ La présentation des différents contrats de travail et mesures emplois pour les jeunes.

L'intensité des temps d'accompagnement individuel et collectif est déterminée par les Conseillers d'Insertion Professionnelle et ajusté avec le jeune selon son degré d'éloignement du marché de l'emploi.
Ils utilisent ponctuellement d'autres prestations et mobilisent d'autres compétences internes et externes à Entreprendre Ensemble en fonction des besoins des jeunes et des besoins du territoire.
Enfin, ils s'appuient autant que de besoin sur un partenariat local riche, diversifié et complémentaire (UTPAS, Maison de Quartier, Association d'Action Éducative, CIO, MIGEN, CFA, réseau d'entreprises).

En 2016 :
463 jeunes entrées en 2016 dont 17 % en QPV
274 jeunes ont accédé à 733 étapes emplois
123 jeunes ont accédé à 166 étapes formations
360 places pour 2017

➜ La Garantie Jeunes

La Garantie Jeunes s'adresse aux jeunes les plus vulnérables en situation de précarité sociale, familiale et financière. Ce dispositif lancé par l'État français bénéficie de moyens supplémentaires accordés par l'Union Européenne. Pour Entreprendre Ensemble, cette action est un terrain d'innovation dans nos pratiques d'accompagnement et de relation avec les entreprises.

Le dispositif se décline de la manière suivante :

- ➜ La signature d'un contrat d'engagement réciproque pour une durée de 12 mois ;
- ➜ Un accompagnement global s'adressant aux jeunes les plus vulnérables en situation de précarité sociale, familiale et financière ;
- ➜ Une garantie financière pour le jeune de 472 € par mois ;
- ➜ Un objectif au terme de l'accompagnement de 80 jours en situation professionnelle ou une situation stabilisée à la sortie du dispositif (formation, emploi, création d'activité, …).

L'accompagnement individuel et collectif vers l'emploi est réalisé par une équipe de Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) pluridisciplinaire issus du secteur économique, de l'insertion et de l'éducation spécialisé. 3 binômes en janvier 2016 qui s'ajoutent aux 2 binômes en place depuis 2015. De plus, afin de favoriser le lien avec les jeunes, les aider dans leurs démarches, la Mission Locale a fait le choix de recourir à une équipe de 5 jeunes en service civique, directement en appui des CIP.
Chaque jeune alors intégré dans le dispositif bénéficiera d'un rappel des engagements au 1er jour de la Garantie Jeunes puis :

- ➜ D'un sas d'intégration de 2 à 5 semaines en collectif au cours duquel seront abordés 4 thèmes • Thème 1 : cohésion de groupe, esprit d'équipe (charte de vie en groupe, sport collectif …) • Thème 2 : gestion de la vie quotidienne (mobilité, santé, logement, budget …) • Thème 3 : construction d'un projet personnel et professionnel • Thème 4 : médiation à l'emploi (rencontres d'employeurs, CV, lettres de motivation, simulation d'entretiens…)
- ➜ De temps d'accompagnement collectif ponctuels avec l'ensemble des jeunes de sa cohorte (1 à 2 par mois) ;
- ➜ D'un accompagnement individuel renforcé.

Jeunes travaillant en crèche après son passage en IEJ

La Mission Locale vise également à maintenir ou développer des partenariats locaux en faveur des jeunes :

- ➜ CPAM : bilan de santé, ateliers d'information …
- ➜ BGE Flandres Création : sensibilisation à la création d'activité
- ➜ Compagnie de Théâtre
- ➜ Réseau des structures d'insertion : immersion en entreprise, recrutements en EI ou ETTI
- ➜ Maison de l'Europe : sensibilisation à la mobilité transfrontalière…
- ➜ La mobilisation du réseau des agences de travail temporaire dans le cadre de la déclinaison locale de l'accord-cadre entre la DGEFPT, PRISM EMPLOI et l'UNML
  - Signature d'un premier accord de coopération avec 5 agences locales (objectif 10 agences en 2016)
  - Mobilisation des agences de travail temporaire dans le sas d'intégration de la GJ pour mener des ateliers auprès des jeunes : présentation du travail temporaire, comportement attendu des jeunes, profil recherché…
  - Captation des offres des agences de travail temporaire et mise en relation de jeunes pré-identifiés
  - Contribution des agences d'emploi aux exercices de simulation d'entretien
  - Mise en place d'un comité de suivi pour échanger sur le dispositif de la GJ, les profils recherchés, les besoins en formation …
- ➜ La programmation d'un budget annuel dédié à la formation professionnelle des jeunes GJ :
  - Identification des besoins en formation récurrents, sollicités par les employeurs notamment les agences de travail temporaire
  - Mise en place d'un appel à projets annuel auprès des organismes de formation pour les formations suivantes : SST, Gestes et Postures, H1B1, H0B0, ANFAS, Port du harnais, CACES 1 3 5, CACES 4, Grue Auxiliaire, Pont cabine / Commande au sol, Nacelle 1B 3B, HACCP
  - Cofinancement de formations préalables à une embauche

En 2016 :
140 jeunes entrés en 2015 et sortis en 2016, 40 % des jeunes étaient en emploi ou en formation à la sortie ou ont effectué un minimum de 80 jours d'activité professionnelle
-39 jeunes en emploi et 8 jeunes en formation à la sortie
-9 jeunes ont cumulé 80 jours minimum d'activité professionnelle
411 jeunes entrés en 2016 dont 30 % en QPV, 685 places pour 2017

➜ L'école de la 2e chance Côte d'Opale

À l'initiative de la Communauté Urbaine de Dunkerque et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, une nouvelle réponse innovante d'aide à l'emploi est venue, depuis 2010, compléter les dispositifs existants: l'école de la 2e chance Côte d'Opale. L'e2c Côte d'Opale s'inscrit dans une logique partenariale et est sous la présidence du Président de la Communauté urbaine. L'e2c Côte d'Opale rassemble les représentants de l'État et de ses services déconcentrés (Sous-préfet de Dunkerque, DIRECCTE, Acsé, Directeur délégué de Pôle emploi), de la Communauté urbaine de Dunkerque, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, de la Région, ainsi que le Maire de Coudekerque-Branche mais aussi les services d'Entreprendre Ensemble. Les entreprises sont partie prenante du dispositif.

➜ Les Écoles de la 2e Chance

Les Écoles de la 2e Chance appartiennent à un réseau et respectent "La Charte des Principes fondamentaux". Cette charte précise les principes suivants:

- C'est une institution portée par les Collectivités Territoriales et Locales et/ou Consulaire;
- dont l'objectif est d'assurer l'insertion professionnelle et sociale de jeunes en difficulté;
- en partenariat étroit avec le monde de l'entreprise;
- qui ne délivre pas de diplôme, mais vise à accréditer des compétences;
- qui accompagne le projet personnel et professionnel du stagiaire;
- qui travaille en réseau avec tous les acteurs intervenant auprès de leurs publics.

Le Réseau E2C France compte 49 membres qui gèrent 116 sites-écoles dans 12 régions et 4 ultrapériphériques. En 2016, 14 338 stagiaires ont été accueillis sur l'ensemble du territoire. D'une moyenne d'âge de 20,3 ans, les jeunes sont issus à 32 % des quartiers Politique de la Ville et ont à 84 % un niveau V ou inférieur non validé. Au niveau national, 62 % des jeunes ont trouvé un emploi ou une formation en 2015.
La réussite du projet professionnel des stagiaires passe par l'amélioration de la qualité de la formation. Pour ce faire, l'e2c Côte d'Opale cherche à augmenter le taux de sortie positive, à améliorer durablement l'insertion professionnelle, à diminuer les abandons, à proposer des parcours en adéquation avec besoins de l'environnement économique. Ainsi, 5 axes stratégiques ont été définis :
Axe 1: consolider et pérenniser l'activité de l'e2c Côte d'Opale;
Axe 2: Ancrer l'e2c Côte d'Opale dans les spécificités du territoire;
Axe 3: Amélioration de la vie quotidienne des stagiaires, développement de leur autonomie et de leur citoyenneté;
Axe 4: Renforcer les liens avec les entreprises et les centres de formation;
Axe 5: Sécuriser les parcours en formation.

En 2012, la Communauté d'agglomération du Boulonnais a rejoint le projet et a été à l'initiative de l'ouverture d'un deuxième site de l'e2c Côte d'Opale à Boulogne-sur-Mer en novembre.
L'objectif est d'apporter des solutions manquantes aux jeunes, notamment pour ceux qui ne peuvent pas accéder à l'emploi directement. Les raisons des difficultés rencontrées par les jeunes sont multiples et se conjuguent parfois: manque de savoirs de base, absence d'une qualification reconnue sur le marché du travail, difficultés sociales et/ou familiales, absence d'expérience professionnelle, manque de compréhension des codes sociaux et des savoir-être nécessaires pour travailler en entreprise. Un autre problème récurrent est celui de la mobilité des publics qui mobilise l'ensemble des acteurs du territoire.
L'e2c Côte d'Opale, située à Coudekerque-Branche et à Boulogne-sur-Mer est labélisée "école de la 2e chance" depuis le 13 décembre 2011. Ce Label a été confirmé pour quatre années lors d'un audit en octobre 2015.

Chiffres clés 2016

Nombre de jeunes accueillis	240 stagiaires
Sites de formation	2
Taux de sortie positive	54 %
Budget annuel	1 100 000 €
Effectif	18
Portefeuille d'entreprise	Plus de 900

97,6 % des stagiaires de l'e2c recommanderaient à un ami de s'inscrire.

➜ L'intégration: un partenariat prescripteurs - entreprises

L'intégration à l'e2c Côte d'Opale se fait suite à la prescription d'un conseiller des Missions Locales de Boulogne-sur-Mer, de Dunkerque ou de la Colme et des Rives de l'Aa ou via un positionnement par Pôle emploi. Les jeunes assistent à une réunion d'information collective puis participent à un jury de sélection. Ce jury est composé de trois personnes représentant: l'entreprise ou le monde économique; les prescripteurs; l'e2c Côte d'Opale.

Sur Coudekerque-Branche, il y a eu **8 jurys**

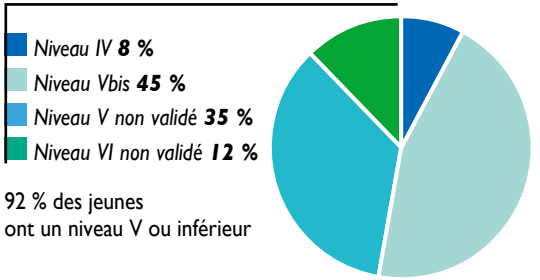
Nombre de rentrées	8
Nombre de prescriptions	140
Présents en RIC	152
Positionnés en jury	127
Présents en jury	127
Admis	109
Taux d'admission	**86 %**

Sur Boulogne-sur-Mer, il y a eu **5 jurys**

Nombre de rentrées	5
Nombre de prescriptions	145
Présents en RIC	83
Positionnés en jury	78
Présents en jury	69
Admis	51
Taux d'admission	**74 %**

L'e2c Côte d'Opale a accueilli 240 jeunes.
La moyenne d'âge est de 20 ans. 23 % des jeunes sont issus des quartiers Politique de la Ville.

Répartition des stagiaires par niveau de formation



92 % des jeunes ont un niveau V ou inférieur

e2c vernissage

➜ Un parcours de formation innovant

Le fonctionnement de l'e2c se base sur celui d'une entreprise. Chaque stagiaire qui l'intègre signe un contrat d'engagement de 10 mois qui prévoit une période d'essai de 8 semaines. C'est pour la majorité des jeunes le premier contrat signé, c'est "comme un contrat de travail"! C'est aussi 50 % du parcours en entreprise.

Dès le démarrage au sein de l'établissement, chaque stagiaire se voit proposer un parcours individualisé. Mathématiques, français et informatique alternent avec un travail personnel sur la définition de projet professionnel où une place importante est accordée aux entreprises (présentation des métiers, visites, simulations d'entretien d'embauche). Au-delà de ces enseignements classiques, les stagiaires travaillent en mode projet via différents ateliers: réalisation de reportages, actions humanitaires, développement de la citoyenneté, pratique sportive, réalisation d'une fresque murale, etc.

L'e2c fait appel aux départements d'Entreprendre ensemble sur le dunkerquois et aux équipes de Réussir ensemble sur le Boulonnais pour un appui sur ces thématiques.

Différentes actions complètent ce parcours des jeunes:

- « **Je me soigne** » : grâce à un partenariat avec la CPAM, chaque jeune de l'e2c réalise gratuitement un bilan de santé.
- « **Je gère mon budget** » : des professionnels du Crédit municipal de Boulogne-sur-Mer et de la Banque Postale sur le dunkerquois animent un module afin d'accompagner les jeunes dans la gestion quotidienne de leurs finances. Depuis 2014, les jeunes se rendent dans les locaux de la Fondation Cetelem à Lille où une animation autour de la gestion de leur budget est réalisée.
- « **Je prends confiance en moi** », les interventions d'un professeur de théâtre, d'une socio-esthéticienne et d'un sophrologue permettent de travailler l'estime de soi.

De plus, afin de faciliter l'intégration à l'e2c et le parcours de formation de jeunes adultes en situation de handicap et de favoriser leur insertion professionnelle, l'e2c Côte d'Opale et le SAMO ont signé une convention de partenariat.

➜ *Sur les traces de Chris Haney*

La fondation EDF a lancé un appel à projet en 2016 que l'e2c Côte d'Opale a remporté. Il se matérialise par la conception par les stagiaires d'un outil pédagogique, jeu pédagogique de type "Trivial Poursuit, permettant l'acquisition des compétences en lien avec la culture et l'employabilité". Ce projet a été construit avec plusieurs groupes, (élaboration de la règle du jeu, nom du jeu, rédaction du cahier des charges et organisation d'un concours de sélection de la maquette du jeu) et en collaboration avec les apprentis infographistes du centre de formation d'apprentis de la CCI Grand Lille, Cepreco. Ce jeu sera distribué à toutes les e2c de France.

➜ Les entreprises au cœur du dispositif de l'e2c Côte d'Opale

L'objectif de l'École de la 2e Chance est l'insertion durable dans l'emploi. L'entreprise doit être naturellement et impérativement associée à cette démarche.

Le portefeuille compte à ce jour plus de 1 300 entreprises dont près de 100 sont "partenaires". Une entreprise partenaire est une entreprise qui, au-delà de l'accueil des jeunes en stage, s'implique dans la vie de l'école.

À l'e2c Côte d'Opale, les entreprises interviennent aujourd'hui à tous les niveaux du parcours de formation:

- dès la sélection des jeunes à l'entrée de l'école. Chaque jury de sélection compte systématiquement un responsable d'entreprise, soit l'équivalent de 14 jours et 28 entreprises mobilisées;
- lors la validation des périodes d'essai et des projets professionnels en participant à chacun des jurys mis en place à cet effet, soit l'équivalent de 28 jours et 42 entreprises mobilisées;
- lors des périodes de stages en entreprise qui représentent 50 % du temps de formation. Il y a eu 570 stages réalisés.

Afin de mettre en avant des secteurs d'activité et des métiers méconnus ou délaissés des stagiaires, les partenariats ont essentiellement été noués avec des entreprises relevant de ces secteurs. La composition du portefeuille d'entreprises partenaires reflète d'ailleurs assez fidèlement la réparation par secteur d'activité des entreprises du Dunkerquois et du Boulonnais en termes d'emploi.

Enfin, les entreprises participent financièrement à la vie de l'e2c. Elles ont versé 56000 € via la taxe d'apprentissage. De plus, la Fondation Diversiterre et la Fondation Édith Cresson ont financé des projets pédagogiques.

➜ *Les Fonds Libres*

Chaque année, les entreprises doivent verser la Taxe d'apprentissage. Si elles ne font pas de choix d'affectations de fonds au moment de leur déclaration, les organismes collecteurs s'en chargent : il s'agit alors des "fonds libres". En 2015, l'e2c Côte d'Opale a collecté 17 478 € grâce aux Fonds libres collectés auprès de l'OPCABAIA, AGEFOS PME et OPCAIM. Ces Fonds libres ont servi à des projets d'investissement.

Mise en œuvre d'un studio CV audio-visuel
Ces achats ont permis d'inscrire dans le parcours des jeunes la création de CV vidéo. En complément, deux films ont pu être réalisés:
- Un film pour participer au concours "Je filme le métier qui me plaît" ;
- Des saynètes sur ce qu'il faut faire et ne pas faire en entretien d'embauche.

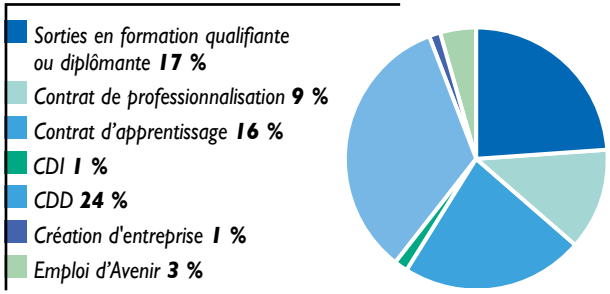
Acquisition de matériel de cuisine
Ce matériel est venu renforcer l'équipement et a permis la mise en place:
- Atelier "alimentation" en début de parcours;
- Atelier "Je déjeune avec mon Chef d'entreprise" où les jeunes se rendent 2 fois en entreprise pour déjeuner avec le dirigeant, puis l'invitent et cuisinent pour lui à l'e2c;
- Atelier "ouverture sur le monde", découverte du Japon, de ses traditions et cours de cuisine.

Développement ressources de la bibliothèque
Ces achats ont surtout d'inscrire dans le parcours un atelier d'écriture, de mettre en place un atelier "Français Langues Étrangères" et de faciliter la préparation au DAEU.

➜ L'e2c Côte d'Opale, un outil au service de l'insertion professionnelle et sociale

54 % des jeunes sortis en 2016 (+3 pts par rapport à 2015)**, après la période d'essai, ont trouvé une solution positive.**

Répartition des sorties positives



La Plateforme Territoriale Proch'Emploi Flandre Dunkerque en lien avec les entreprises

anciennement Plateforme Territoriale Avenir et Emploi des Jeunes

Les objectifs Proch'Emploi

La Région Hauts de France, en lien avec ses partenaires du développement économique, de l'emploi et de la formation, a décidé de s'engager fortement en faveur de l'emploi des jeunes. Cette volonté se manifeste dans Proch'Emploi qui vise de faire le lien entre les demandeurs et les entreprises qui cherchent à recruter.

Les Plateformes Territoriales Proch'Emploi

Dans ce cadre, des moyens ont été dégagés pour financer 14 Plateformes Territoriales Proch'Emploi déployées sur l'ancienne Région Nord - Pas de Calais, en 2017 l'objectif est d'arriver à 21 Plateformes sur l'ensemble du territoire régional. En termes de gouvernance, les plateformes sont co-pilotées par les territoires, la Région et un représentant du monde économique.

À qui s'adressent les Plateformes Territoriales Proch'Emploi?

À l'ensemble des demandeurs d'emploi :

- **Jeunes** : entre 15 et 26 ans, sans emploi, diplômés, exprimant un projet clairement défini, directement employables.

- **Adultes** : de 26 ans et plus ayant un projet validé par un diplôme ou une expérience et directement employable

Employeurs : Les entreprises du secteur marchand, les entreprises qui interviennent dans les secteurs d'activité soutenus par la Région, dans le cadre du Pacte (ESS, médiation, service civique et économie verte), les entreprises relais sur la mise en œuvre des conventions d'objectifs et de moyens (apprentissage).

Le territoire d'intervention de la Plateforme

Entreprendre Ensemble porte la Plateforme Territoriale Proch'Emploi Flandre Dunkerque dont le territoire concerne la CUD et le Pays des Moulins de Flandre.

Le fonctionnement opérationnel de la plateforme en 3 points

1. **Capter des offres d'emploi du marché caché et cela en parfaite articulation avec les services de Pôle emploi, des missions locales et des chambres consulaires**.

Il s'agit de réduire l'opacité du marché du travail en portant à la connaissance des jeunes, les offres d'emploi qui ne sont pas déjà identifiées par les opérateurs. Pour ce faire, des plans de prospection complémentaires aux dispositifs existants ont été mis en place et les offres d'emploi ainsi que le repérage des jeunes sont gérés de façon partenariale.

2. **Animer le réseau local des 35 chefs d'entreprise que sont les chefs de file métiers**.

Le rôle du chef de file métier

- Promouvoir le dispositif, intégrer la plateforme dans les manifestations de son réseau ;
- Donner une vision précise et prospective des besoins en recrutement dans sa filière ;
- Fédérer et mobiliser les autres responsables de son secteur d'activité ;
- Œuvrer en étroite collaboration avec la plateforme : remonter les perspectives d'emploi et le cas échéant, les difficultés rencontrées par les entreprises ;
- Participer aux manifestations en lien avec le projet et avec sa mission.

Ces entreprises sont là pour ouvrir leurs portes, donner une vision de leur secteur d'activité mais aussi mobiliser et entraîner d'autres responsables d'entreprises de leur domaine d'activité.

3. **Créer et développer de nouvelles formes de relations entre les jeunes et les entreprises à travers un circuit court d'intermédiation.**

Des résultats encourageants

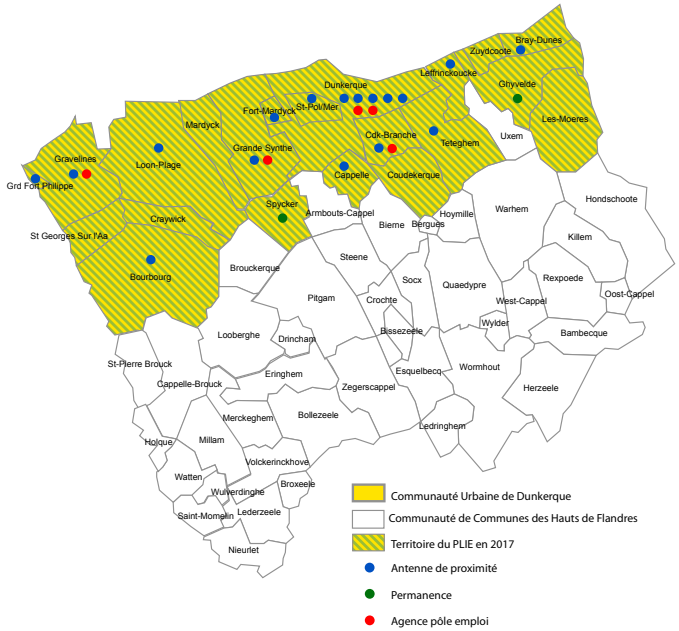
- En 2016, 642 entreprises contactées et 171 entreprises visitées ;
- 252 offres détectées (CDI, CDD de 6 mois ou plus, alternance) ;
- 173 entretiens de recrutement en entreprise ;
- 133 jeunes ayant accédé à un emploi de 6 mois ou plus.

Pays des moulins de flandre

Dunkerque Grand Littoral COMMUNAUTE URBAINE

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)

Le territoire d'intervention



Le territoire d'intervention du PLIE est la Communauté Urbaine de Dunkerque. 16 villes, sur les 17 villes qui composent la CUD, adhèrent au PLIE; les personnes en difficulté d'insertion professionnelle de ces 16 communes ont ainsi accès aux services du PLIE.

Les publics cibles

- demandeurs d'emploi de longue durée,
- allocataires du RSA socle soumis aux droits et devoirs,
- jeunes en difficulté d'accès à l'emploi,
- personnes handicapées,
- publics issus des quartiers "Politique de la ville".

Un dispositif au service du territoire

Impulsés par les collectivités locales, ici la Communauté Urbaine de Dunkerque, et régis par un protocole d'accord, les PLIE - plates-formes partenariales de proximité, poursuivent des objectifs précis :

- **Prévenir l'exclusion sociale et professionnelle** qui affecte une partie des actifs en organisant, pour des participants issus des populations "exclues" du marché du travail, des parcours d'insertion professionnelle individualisés dont le but est l'accès à "un emploi durable" (CDI, CDD de plus de 6 mois ou formation qualifiante),
- **Organiser un accompagnement individualisé de proximité assuré par un référent unique**;
- **Développer une ingénierie financière et technique pour le développement d'actions d'insertion professionnelle**;
- **Mobiliser les partenaires institutionnels et les entreprises du territoire**.

avec une gouvernance partagée

Les PLIE concourent à la politique territoriale de l'insertion et de l'emploi. Les comités de pilotage du PLIE rassemblent les élus du territoire - Président et Vice-Présidents de la Communauté Urbaine de Dunkerque, Maires représentants des communes adhérentes, Conseillers Généraux - le Sous-Préfet, des représentants de la Direccte, de Pôle emploi, de la Région, un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale et des deux Missions Locales du territoire. Localement, le PLIE inscrit son action dans la stratégie territoriale déterminée à partir du diagnostic territorial partagé.

au cœur de la stratégie européenne pour l'emploi

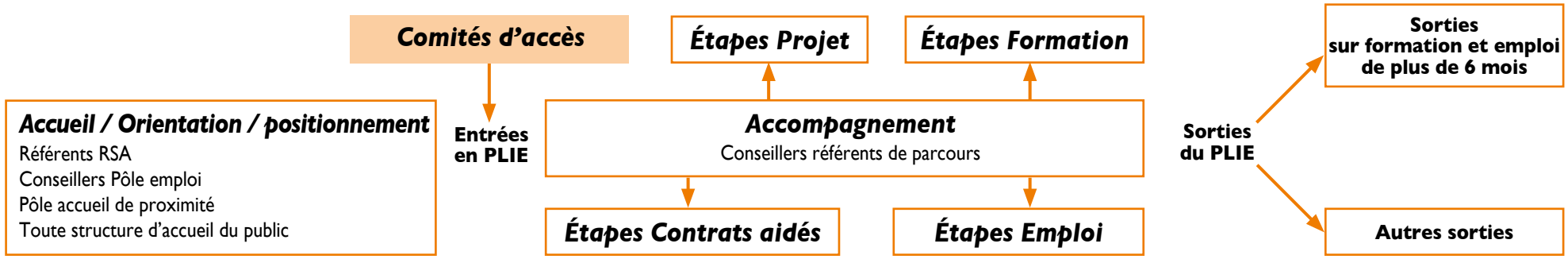
Les PLIE s'inscrivent en ligne directe dans l'ancrage de la Stratégie européenne pour l'emploi en France. L'action des PLIE contribue à la mise en œuvre du volet inclusion du Programme Opérationnel du Fonds Social Européen.

Un savoir-faire

Être un organisateur de parcours

Mise en œuvre des parcours dans le cadre du PLIE

Les PLIE s'appuient sur le droit commun et sur l'offre de services financée dans le cadre des OI PLIE (FSE, Région, Département, communes…)



En 2016, un PLIE recentré sur les publics adultes

Dès 2015, le choix du comité de pilotage a été de recentrer l'action du PLIE sur les publics adultes, impactés par le chômage de longue durée, d'autres moyens et mesures étant développés spécifiquement pour les jeunes.
Au cours de l'année 2016, le PLIE a accompagné 3454 personnes, 2709 adultes (78 %) et 745 jeunes (22 %).

Les résultats 2016 du PLIE

source ABC Viesion

871 entrées en parcours en 2016

Bénéficiaires en parcours
3454
50 % femmes et 49 % hommes
71 % < Niveau V (CAP, BEP)
78 % adultes et 22 % jeunes

Bénéficiaires en parcours au 31/12/16
2600

854 sorties du PLIE

421 sorties positives

433 sorties pour autres motifs

Remise du titre professionnel agent de surveillance en sécurité privée et agent sécurité incendie (cofinancement fonds CUD) obtenu par des participants du PLIE

➜ Caractéristiques des personnes à l'entrée en parcours

871 personnes
sont entrées en parcours d'insertion sur l'année 2016

	2015		2016	
Hommes	309	46 %	462	53 %
Femmes	369	54 %	409	47 %
	2015		**2016**	
< 26 ans	130	19 %	91	10 %
> 26 ans	548	81 %	780	90 %

Critères sociaux

	2015		2016	
Allocataires du RSA	318	30 %	431	49 %
Jeunes en difficultés	130	12 %	91	10 %
Demandeurs d'emploi de longue durée	421	40 %	513	59 %
Travailleurs handicapés	32	3 %	57	6 %
Habitants en quartier Politique de la Ville			295	34 %

Les personnes peuvent cumuler plusieurs des critères ci-dessous

Comme en 2015, le recentrage du PLIE sur les publics adultes se traduit dans les entrées : en 2016, la part des jeunes dans les entrées baisse de 9 points au profit des adultes ; ce qui s'ajoute à la baisse de 12 points constatée en 2015.

Pour rappel, les adultes intègrent le PLIE via l'accompagnement réalisé par un conseiller en antenne de proximité. En effet, le PLIE finance le réseau des conseillers référents de parcours pour les publics adultes au sein des antennes et permanences MDE. Tandis que les jeunes intègrent le PLIE dès lors que l'offre de services financée par la PLIE est utilisée dans leurs étapes de parcours. Ils restent accompagnés par les conseillers Mission Locale.

Information sur le PLIE ors du Forum de l'Insertion organisé par le Département

➜ Complémentarité PLIE-Pôle emploi

Le réseau des conseillers adultes du PLIE travaille en complémentarité avec Pôle emploi. Ce partenariat se traduit par :

- l'orientation de demandeurs d'emploi vers les antennes pour que l'accompagnement y soit réalisé. Ainsi, les conseillers Pôle emploi ont été à l'origine de 256 entrées en parcours PLIE de publics adultes.
- des conseillers Pôle emploi référents pour chaque antenne de proximité, mobilisables de façon réactive, par exemple pour faire bénéficier un demandeur d'emploi de la boîte à outils de Pôle emploi.
- des rencontres entre conseillers PLIE, conseillers Pôle emploi formalisés tous les 2 mois dans le cadre des comités d'antenne. Au-delà de l'étude des entrées, sorties, parcours en cours, les comités consacrent toujours un temps à la présentation par Pôle emploi et le PLIE de l'évolution de leurs offres de services respectives.

➜ Suivi des personnes allocataires du RSA

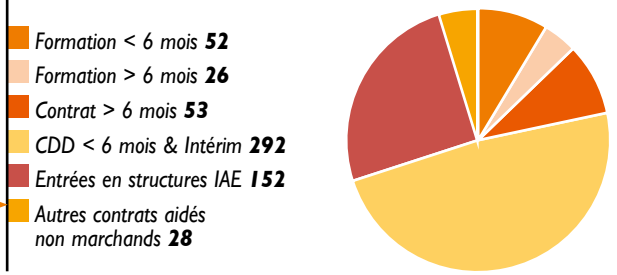
Globalement, les allocataires du RSA ont représenté 55 % des entrées des publics adultes dans le PLIE.
À partir de 2016, le Département a demandé aux PLIE du Nord :

- **d'accompagner les allocataires du RSA dans la définition de leur projet et leur mise en situation professionnelle** : 283 personnes ont bénéficié de l'accompagnement du PLIE, porteur pour ces allocataires de la "référence socio-professionnelle". Cet accompagnement a permis **575 entrées en mesures formation et emploi.**
- **de développer des actions de médiation directe à l'emploi** 40 autres personnes ont bénéficié de l'accompagnement de la Candidathèque du PLIE au cours du 2e semestre 2016 dont 11 entrées en décembre. L'accompagnement a permis d'obtenir **81 situations emploi ou formation**, durant l'accompagnement en Candidathèque, bénéficiant à 23 personnes différentes.

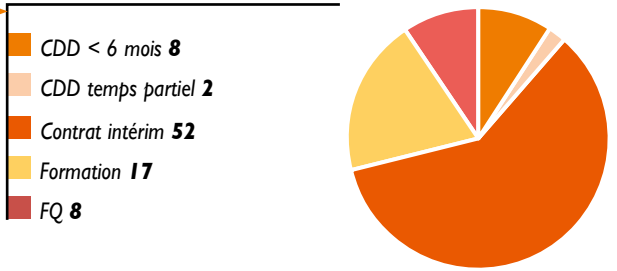
➜ Les propositions faites aux publics

Les propositions faites au public lors des entretiens individuels sont répertoriées en 7 thèmes (domaines: emploi / formation / projet professionnel / logement / santé / citoyenneté / loisirs sport - culture). Nombre de propositions: **37952 propositions dont 78 % propositions professionnelles** (accès à l'emploi / formation / projet professionnel)
En 2016, le nombre moyen de propositions est proche de **11 propositions par personne en parcours et par an**.

Mise en situation professionnelle
Répartition des 575 entrées en mesures formation et emploi



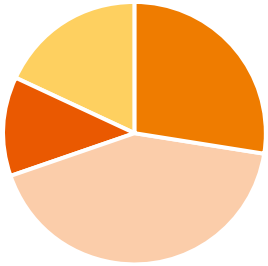
Médiation directe à l'emploi
Répartition des 81 situations emploi ou formation



➜ Les accès à l'emploi et à la formation

Mesures

- *Emploi (CDD, CDI, création d'entreprise)* ***1512*** *28 %*
- *Contrats intérimaires* ***2298*** *42 %*
- *Formation* ***665*** *12 %*
- *Contrats en Atelier Chantiers d'Insertion, Entreprise d'Insertion, Association intermédiaire, Contrats CAE* ***985*** *18 %*



5 460 contrats de travail ou entrées en formation en 2016

Soit 4750 entrées en mesures pour les publics adultes.
Pour les publics adultes, on peut noter :

- ➜ une augmentation des entrées en mesures emploi (hors contrats aidés), soutenue par une augmentation des CDD (+ 323 CDD),
- ➜ une augmentation des entrées en formation soutenue par le déploiement de programmes de formation importants par la Région et Pôle emploi (+ 148 formations PRF et Pôle emploi) et le financement par le PLIE du permis de conduire pour 40 personnes.

➜ Structures d'insertion par l'activité économique

Les structures d'insertion par l'activité économique (ateliers chantiers d'insertion, entreprises d'intérim d'insertion, associations intermédiaires, entreprises d'insertion), sont des partenaires incontournables car elles offrent des **étapes de parcours professionnalisantes** permettant de préparer à l'emploi les participants du PLIE. À ce titre, en 2015, les personnes accompagnées ont pu notamment intégrer les structures suivantes : **ACL Proxipol, AFEJI, Agir, Axhom, Cetide, CIEDIL, Coud'pouce, Emmaüs, Le lien, Régie de quartier de Grande-Synthe, Restos du Cœur, Triselec, Ecoflandres, Envie Hauts de France, la Ferme des Jésuites**.

➜ Les sorties positives

Ventilation des sorties sur emploi

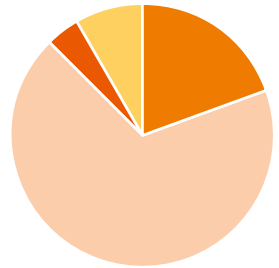
421 sorties positives

- **359 contrats de droit privé 85 %**
  - dont **70** contrats à durée indéterminée **20 %**
  - dont **245** contrats à durée déterminée de plus de 6 mois **68 %**
  - dont **15** contrats en alternance **4 %**
  - dont **29** missions intérimaires longue durée (> ou = 1215 h/un an) **8 %**
- **3 en création d'entreprise 1 %**
- **59 sur formation qualifiante 14 %**

421 sorties positives contre 480 en 2015, baisse due au recentrage du PLIE sur la population adultes.
La structuration des sorties positives (contrats de droit privé, créations d'entreprises, formations qualifiantes) est marquée pour la deuxième année consécutive par une hausse de la part des CDD + 6 mois au détriment des CDI.

Typologie sur les 359 sorties en contrat de travail

- *CDI* ***70***
- *CDD* ***245***
- *Alternance* ***15***
- *Intérim longue durée* ***29***



➜ *La Candidathèque du PLIE, un appui à la mise à l'emploi des publics du PLIE*

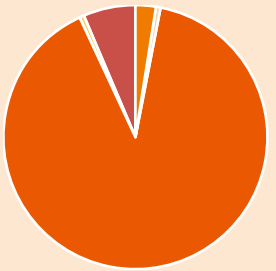
Principes de fonctionnement:

- ➜ l'accompagnement de personnes proches de l'emploi par des conseillères (4 à temps partiel soit 1,2 ETP) spécialisées par domaine professionnel avec une expertise métier: Industrie de maintenance, Transport Logistique Industrie de production, Services à la Personne et aux entreprises (nettoyage, sécurité), Bâtiment;
- ➜ des personnes repérées par les conseillers des antennes ou sortant de formation (programmes conventionnés, Fonds CUD, Actions de Formation pour l'Emploi du PLIE);
- ➜ un maillage avec les actions de formation pour l'Emploi du PLIE qui peuvent être mises en place à la demande de la Candidathèque;
- ➜ un vivier de publics pré-repérés permettant au PLIE d'être plus réactif dans les positionnements sur offres d'emploi, la Candidathèque constituant le premier niveau de positionnement sur les offres collectées par Entreprendre Ensemble (MDE, plateforme Proch'emploi…);
- ➜ des contacts privilégiés avec les agences intérimaires;
- ➜ un accompagnement de 6 mois, renouvelable 1 fois.

160 personnes accompagnées en 2016,
758 situations emploi ou formation
706 situations emploi pour 111 personnes différentes
52 formations pour 42 personnes

Répartition des 758 situations emploi ou formation - Candidathèque

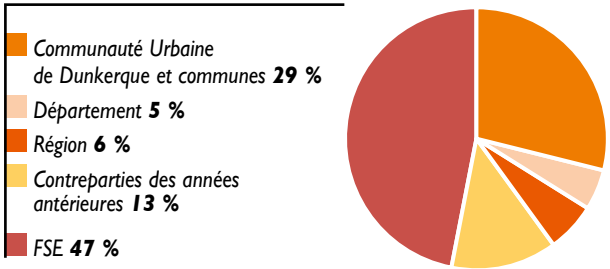
- *Contrats avant sortie prévisible à 6 mois* ***21***
- *Contrats aidés* ***4***
- *Emplois hors contrats aidés* ***681***
- *FQ + 6 mois* ***4***
- *Formations autres* ***48***



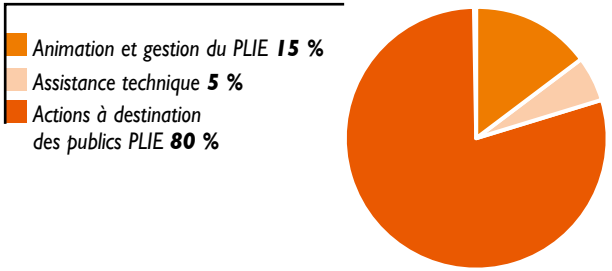
Les financements du PLIE

Dans le cadre de sa mission pour la construction de parcours vers l'emploi, le PLIE finance une offre de services complémentaire au droit commun pour l'insertion des publics en difficulté. Depuis début 2015, il s'appuie pour cela sur l'organisme intermédiaire pivot ADULYS, chargé de la redistribution des financements. **En 2016, le budget à disposition s'est élevé à 2 305 472 €**.

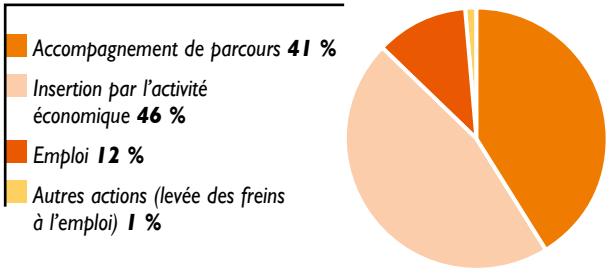
Les sources de financement: répartition 2016



Utilisation des fonds en 2016



Répartition des fonds affectés aux actions à destination des publics



Le PLIE de Dunkerque: une gestion du FSE optimale

L'assistance technique consiste à gérer les crédits confiés (collectivités, FSE) en tant qu'organisme intermédiaire dans le cadre de la convention de subvention globale qui lie ADULYS (2014-2017) avec les services de l'État, en mettant en place un système approprié de suivi des dépenses engagées. La gestion et le contrôle des opérations comprennent, entre autres, l'information des bénéficiaires potentiels, l'appui au montage, l'instruction des demandes, le contrôle de service fait, le recueil et le renseignement des indicateurs d'évaluation… En 2016, le Conseil d'Administration d'ADULYS s'est réuni à 3 reprises et 4 consultations écrites auront été conduites.

Au cours de l'année, les CA d'ADULYS ont succédé aux comités de pilotage du PLIE: 4 au total dont 2 ayant permis de rendre compte du pilotage des actions financées, réalisé dans le cadre de la structure d'animation du PLIE, sur la base des indicateurs d'évaluation définis dans les appels à projets et de bilans intermédiaires. Ces instances auront notamment permis le lancement des appels à projets 2016 et 2017, et la validation des programmations 2016 et 2017.

L'année 2016 aura permis d'apporter de la visibilité aux bénéficiaires sur les montants des conventionnements et aux partenaires sur le niveau de consommation des enveloppes à redistribuer par ADULYS. (Totalité du FSE 2014 - 2017 engagé).

Enfin, l'ensemble de ces actions auront permis, fin 2016, l'atteinte des valeurs cibles indiquées dans la convention de subvention globale, en nombre de personnes (chômeurs ou inactifs) bénéficiaires des actions financées.

Perspectives 2017

- **Négocier l'enveloppe FSE 2018 – 2020** à disposition du territoire avec le Département et le réseau des PLIE du Nord
- Poursuivre la logique de **délocalisation de l'offre de services** du PLIE
- Renforcer l'**approche territoriale de l'Insertion par l'Activité Économique**
- Monter une **action spécifique pour les habitants des quartiers Politique de la Ville**
- Renforcer les moyens pour la **préparation à l'emploi des publics en fin de parcours**
- Renouveler **une action de préparation au permis** (30 personnes)
- **S'impliquer dans les instances locales** de l'État, de la Région et du Département, qui traitent de la problématique des DELD et des allocataires du RSA
- **Poursuivre, comme en 2016, le renforcement du rôle du comité de pilotage du PLIE en matière d'évaluation des actions menées et de définition des orientations**

➜ La Maison de l'Emploi

Conformément à l'arrêté du 18 décembre 2013 portant avenant au cahier des charges des Maisons de l'Emploi, l'activité des MDE se concentre sur deux axes : **l'anticipation des mutations économiques** (axe 1) et **le développement local de l'emploi** (axe 2).
De plus, pour l'année 2016, la DIRECCTE Nord - Pas de Calais Picardie a priorisé l'activité des MDE de la région sur l'axe 1 et leur a demandé de **promouvoir les visites d'entreprises dans les TPE-PME**, créatrices d'emploi, pour les accompagner dans la gestion des ressources humaines avec une approche de leur situation économique globale.

Le plan d'action 2016 de la MDE est déployé sur l'ensemble du territoire d'intervention de la MDE qui couvre le périmètre de la Communauté Urbaine de Dunkerque et celui de la Communauté de Communes des Hauts de Flandre.

Il est cohérent avec les priorités stratégiques en matière de développement économique local et d'emploi (États Généraux de l'Emploi Local initié par la Communauté Urbaine de Dunkerque, Plan Local de Développement Économique sur les territoires de la CUD et de la CCHF, SPE-P).

Axe 1

Participer au développement de l'anticipation des mutations économiques

➜ Action 1 : Gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriale

➜ Les principes d'action

- **Des campagnes de "captage d'informations"** : un recueil d'information en entreprises sur la base d'un questionnement large (activités, métiers, RH, formation, projets de développement), de 30 mn à 1 h 30 selon les entreprises ;
- En amont et en aval des rendez-vous entreprises, des contacts avec les partenaires et une recherche d'informations permettant d'identifier les mesures et les contacts pertinents en réponse aux besoins exprimés par les TPE – PME
- Réseau de partenaires en contact : CUD, État, Région, Département, Pôle emploi, CCI, BGE Flandre Création, Initiative Flandre ;
- La consolidation et la valorisation des résultats des visites pour **la construction des plans d'actions**.

➜ Les secteurs objets du captage

En cohérence avec le diagnostic socio-économique local et les priorités stratégiques en matière de développement économique local et d'emploi :

- Industrie, filière sidérurgie/métallurgie, transformation des métaux et énergie ;
- Industrie agroalimentaire et de production, logistique ;
- Services aux entreprises : sécurité et nettoyage ;
- Services à la personne ;
- Restauration.

➜ 85 entreprises visitées dans le cadre du captage

Le captage réalisé dans le secteur industriel (suite d'une première campagne de captage 2015 ayant permis de rencontrer 60 entreprises) et dans le secteur de la restauration, en amont de la saison estivale, ont donné lieu à des plans d'actions territoriaux en réponse aux besoins identifiés avec les entreprises au cours de l'année 2016.

Dans les autres secteurs, le captage, réalisé au cours du deuxième trimestre 2016, a permis :

- ➜ d'apporter des réponses au cas par cas aux entreprises (les mesures pour l'emploi et la formation mobilisables, la mise en lien avec des acteurs locaux pour la recherche de locaux par exemple…) ;
- ➜ de comprendre les pratiques de recrutement et les besoins propres à chaque secteur ;
- ➜ de préparer la mise en place de plans d'action territoriaux 2017 ;
- ➜ de recueillir des offres d'emploi et d'apporter un appui aux entreprises dans leurs recrutements.

➜ Action 2 : Des actions d'ingénierie pour répondre aux besoins RH et sécuriser les parcours professionnels

En 2016, pour les différents secteurs couverts dans le cadre de la GPECT et pour les grands projets (DLB, Grand Frais, Euralys), **78 entreprises ont bénéficié d'un appui RH pour leurs recrutements**, soit 115 offres et 352 postes.

Cet appui a été apporté par Entreprendre Ennsemble en collaboration avec Pôle Emploi, notamment pour les grands projets. **Pour 75 % des offres** (89 offres /115), **Entreprendre Ensemble a répondu totalement ou partiellement aux besoins des entreprises**.

➜ Le Plan d'actions industrie

Les conclusions des campagnes de captage amènent les équipes d'Entreprendre Ensemble à travailler pour répondre aux besoins de main-d'œuvre récurrents difficiles à pourvoir par des processus de recrutement adaptés (ex : identification des profils en termes de savoirs être, savoirs faire, prérequis minimum, immersions en entreprises, formation pack sécurité industrie, AFPR, contrat de + 6 mois), sensibiliser avec l'appui des entreprises et des branches professionnelles les prescripteurs et les publics demandeurs d'emploi, communiquer auprès des entreprises sur les mesures favorables à l'emploi et à la formation et les ingénieries de recrutements possibles (intervention dans des salons d'entreprises, au sein de groupements d'entreprises, via la branche professionnelle), adapter les contenus de formation aux besoins.

Un plan d'actions industrie a ainsi été déployé, autour des quatre entrées suivantes :

- ➜ pourvoir les besoins des entreprises ;
- ➜ promouvoir les mesures pour l'emploi ;
- ➜ promouvoir des profils de personnes recherchant dans l'industrie ;
- ➜ sensibiliser les professionnels de l'emploi et les publics aux métiers industriels.

Pourvoir les besoins des entreprises

➜ Au regard des besoins récurrents en industrie, Entreprendre Ensemble a élaboré un "**pack sécurité en industrie**" regroupant les habilitations nécessaires pour intervenir en sécurité sur les sites industriels du bassin. Ce pack comprend les habilitations H0B0, ATEX, ANFAS N1, Travail en hauteur/port du harnais. Il est maintenant mobilisé autant que de besoin. 10 personnes en ont bénéficié à ce jour.

➜ Entreprendre Ensemble a cherché à **mobiliser les entreprises de manière collective, par l'intervention auprès de différents réseaux d'entreprises**.

Le premier réseau mobilisé dans le cadre de ce plan d'actions est le réseau GASSMEID, regroupant 25 entreprises industrielles du bassin d'emploi ayant uni leurs compétences en 2010 au travers d'une association au service de la performance industrielle.

12 rencontres se sont déroulées avec ce groupement afin de mettre en place des actions emplois sur-mesure selon les demandes des dirigeants des entreprises membres.

2 opérations de recrutement ont abouti :

- ➜ 1 poste d'Électricien avec A2SI ;
- ➜ 3 postes de Calorifugeur avec Isonor.

➜ Les entreprises du réseau Gassmeid ont par ailleurs été rencontrées individuellement (gérants et responsables des ressources humaines).

8 entreprises ont déposé des offres d'emploi pour 12 postes auprès d'Entreprendre Ensemble.

Anthony Jovenet, accompagné par Entreprendre Ensemble pour son intégration dans l'entreprise A2SI.

Promouvoir les mesures pour l'emploi

Ceci a également été effectué en collectif d'entreprises :

- ➜ lors du salon "Entreprises et Territoires" organisé par l'agence COTTEO le 26 mai 2016 (Entreprendre Ensemble invité par Dunkerque Promotion) ;
- ➜ lors d'une réunion d'information générale des membres de l'UIMM le 16 juin 2016 (Entreprendre Ensemble invité par le GEIQ Métallurgie).

Promouvoir des profils de personnes recherchant dans l'industrie

Tout d'abord, la **promotion de profils** des publics suivis dans le cadre des dispositifs d'accompagnement d'Entreprendre Ensemble (IEJ, Garantie Jeunes et PLIE) a été faite **via l'envoi d'une newsletter aux réseaux d'entreprises partenaires (UIMM, Gassmeid)**, soit 230 entreprises environ.

3 newsletters ont été publiées en 2016 permettant de promouvoir 28 profils (21 jeunes / 7 adultes).La promotion de profils des publics a également été effectuée dans le cadre d'un job dating transfrontalier initié par Pôle emploi avec des entreprises de production : 26 positionnements, dont 1 démarrage sur une mission longue suite à un accompagnement approfondi dans les démarches.

Sensibiliser aux métiers industriels

➜ **Sensibilisation des professionnels de l'accompagnement**

Les conseillers en insertion professionnelle d'Entreprendre Ensemble ont été interrogés au travers de deux questionnaires sur leurs besoins et leurs attentes pour accompagner efficacement les publics suivis vers l'industrie : **84 questionnaires complétés**.

Ces questionnaires ont été poursuivis par un tour des antennes d'Entreprendre Ensemble afin d'échanger qualitativement sur les besoins des conseillers, les profils des publics suivis et le plan d'actions industrie : **13 antennes PLIE & Mission Locale rencontrées**.

Ces retours des conseillers ont permis de mettre en place une action de professionnalisation des conseillers : formation "Kit métiers" de l'UIMM afin de renforcer la connaissance des prescripteurs sur ces métiers. 29 conseillers ont été formés aux kits métiers au travers de 4 sessions de formation effectuées par l'UIMM.

➜ **Sensibilisation des publics**

3 ateliers en petits groupes ont été mis en place spécialement pour les publics adultes orientés par les conseillers PLIE, co-animés par le chargé de mission RH industrie de la MDE et la conseillère industrie d'Entreprendre Ensemble. Ces ateliers avaient pour objectif de redynamiser la recherche d'emploi des personnes, en leur donnant des conseils avisés, en cohérence avec les pratiques de recrutement observées.

D'autre part, le 9 décembre 2016, Entreprendre Ensemble a été à l'initiative d'une journée intitulée **Mixt'Industrie, visant à sensibiliser les publics et notamment les publics féminins aux métiers industriels**. Cette journée a été montée en collaboration avec la Communauté Urbaine de Dunkerque, le Lycée de l'Europe de Dunkerque et le club FACE. Elle a rassemblé 100 demandeurs d'emploi, collégiens, lycéens (75 % de public féminin) et 30 professionnels de l'accompagnement à l'emploi et de l'enseignement avec au programme :

- ➜ le matin, **des visites d'entreprises de la production et de la maintenance** (2 entreprises par groupe, 10 entreprises du territoire CUD et CCHF au total : CNPE, Coca Cola, Arcelor Mittal, Lesieur, SGM, ADF Tarlin, Euralis, ADS, TCI, Kalifrais) ;
- ➜ l'après-midi en 2 séquences : **visite des ateliers du lycée de l'Europe et présentation des métiers industriels au cours d'ateliers avec des entreprises pour favoriser les échanges** (8 entreprises mobilisées dont certaines mobilisées le matin mais aussi l'UIMM et le GEIQ MI)

17 fiches "métiers et formations" ont été rédigées et distribuées aux publics.

Enfin, Entreprendre Ensemble a collaboré avec le CREPI pour la mobilisation de publics dans le cadre du "Rallye pour l'emploi" dont la visite de 2 entreprises industrielles.

➜ L'accompagnement des travaux du CNPE de Gravelines dans le cadre du grand carénage en partenariat avec les acteurs du développement économique et de l'emploi

Les arrêts de tranche, le programme d'investissement et de grands travaux du CNPE de Gravelines pour la période 2015 – 2028 génèrent des besoins de main-d'œuvre.

À l'initiative du Sous-Préfet, des comités d'ancrage sont mis en place (première réunion en octobre 2015), avec en plus un comité emploi-formation constitué du DRH et de la Chargée de Projet en charge de l'ancrage territorial du CNPE EDF, Entreprendre Ensemble, Agir et Pôle Emploi Gravelines.

➜ Le Plan d'actions restauration

Un plan d'actions en direction des restaurateurs de la digue de mer de Dunkerque a été souhaité par la Ville de Dunkerque en réponse aux difficultés de recrutements évoquées auprès des élus. Ce plan d'action a reposé sur :

- ➜ Le maillage avec les partenaires du territoire lors d'un 1er Comité Technique pouvant répondre aux besoins et sollicitations des employeurs, rassemblant : le FAFIH, OPCA de la restauration, l'UMIH, Syndicat Patronal de l'Hôtellerie, le CEFRAL, centre de formation Dunkerquois sur les métiers de bouche, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Ville de Dunkerque, la DIRECCTE, la Région Hauts de France, Pôle Emploi, Entreprendre Ensemble, Maison de l'Emploi et Mission Locale ;
- ➜ Un questionnement des restaurateurs sur leurs recrutements, les prérequis nécessaires, exécuté par le CEFRAL, Pôle Emploi, Entreprendre Ensemble ;

- ➜ Le montage de Réunions d'Information Collective avec les demandeurs d'emploi et des professionnels ;
- ➜ La création d'un parcours court de formation d'adaptation aux emplois pour préparer des candidats pour la saison estivale, avec si possible une approche de l'anglais et du néerlandais ;
- ➜ La réalisation d'un Job Dating ;
- ➜ Un maillage avec l'alternance pour un développement de l'apprentissage dans les métiers de la restauration en fonction du public mobilisé ;
- ➜ Une information sur les possibilités offertes aux employeurs pour former leurs personnels.

3 Comités Techniques, de janvier à juin, ont permis de suivre l'avancée et la réponse apportée aux restaurateurs. **71 employeurs ont été contactés, 30 employeurs ont été rencontrés au premier semestre**.

Suite aux constats issus du captage, 2 Réunions d'Information Collective ont été mises en place avec la présence d'un professionnel. Une MRS "Service en Salle" a été mise en place pour les personnes présentes en RIC et intéressées mais n'ayant aucune expérience.

L'ensemble des personnes présentes aux réunions d'information collective ont été invitées au Tchat Alternance, organisé par la Ville de Dunkerque et Entreprendre Ensemble, avec une thématique en évidence sur la "Restauration".

Avec l'aide du FAFIH, de la Région, en s'appuyant sur le CEFRAL et sur le programme @3c du GRETA, deux vagues de formation "service en salle" et une vague de formation langues "anglais & néerlandais, spécifique accueil et service en salle" ont été réalisées pour 19 personnes au total.
Un Job-Dating (4 employeurs de la Digue de Mer et 27 demandeurs d'emploi présents) a été mis en place. Cette action a permis à 13 personnes sur les 27 demandeurs d'emploi présents au Job-Dating de trouver un emploi dont 5 sur la Digue de Mer de Dunkerque surtout dans le service en salle.
Enfin, un flyer en direction des restaurateurs de la Digue de Mer a été distribué. Il permet de diriger les restaurateurs vers Proch'Emploi, sur tout besoin en recrutement saisonnier, apprentissage et formations des salariés.

➜ Des actions d'ingénierie formation, au service des employeurs mobilisateurs d'emplois d'avenir ou de CDDI

Le Département Formation a poursuivi le montage d'actions de formation professionnalisantes **en cohérence avec les opportunités d'emploi sur le territoire pour les salariés en emplois d'avenir ou CDDI**.
Sur la CUD, ce dispositif s'appuie sur un fonds spécifique de 120 000 € dédié au cofinancement des formations des contrats aidés ; sur le territoire de la CCHF, il intervient en appui ingénierie, montage des formations.

Le bilan 2016 fait état de **19 employeurs et 110 salariés bénéficiaires,** 6 Cofinanceurs, **11 actions de formation mutualisées,** 15 organismes de formation mobilisés dans les domaines de formation suivants : Logistique Nettoyage Gros œuvre du bâtiment Second œuvre du bâtiment Services de proximité, Commerce, Enseignement - formation, Santé - Sanitaire - Social, Sécurité, Services administratifs, Transport - Conduite d'engin, Travail des métaux.

La chargée de projets assure aux employeurs un service d'appui à la mise en œuvre de parcours professionnalisants.

- ➜ un service permanent de proximité, spécialisé en ingénierie pédagogique et financière de la formation ;
- ➜ une interface pédagogique pour les négociations avec les organismes de formation ;
- ➜ un contact permanent avec les financeurs OPCA, la région et l'Agefiph permettant d'informer les employeurs sur les différents leviers financiers mobilisables ;
- ➜ l'accès à des dispositifs de formation pour des publics de statuts différents via la mutualisation et le développement de plans d'actions combinés et pluri-financés.

Ce service est aussi utilisé comme un appui RH externe par les responsables et professionnels en contact.

Certaines actions de formation ont été élaborées en association avec des chargés de mission "filières métiers" d'Entreprendre Ensemble afin de rechercher la meilleure adéquation possible entre les compétences développées en formation et celles requises par les emplois à pourvoir sur le territoire.

Axe 2

Contribuer au développement local de l'emploi

➜ Action 1 : Promotion de l'alternance

Pour rappel, les actions de la Maison de l'Emploi portent sur la promotion de l'alternance, le développement des outils et moyens de préparation à l'emploi des publics et l'optimisation des actions de médiation à l'emploi.
En 2016, 23 actions liées à la promotion de l'alternance ont été initiées sur le territoire. Ces actions ont concerné plus de 690 personnes.

➜ La MDE dispose d'outils d'information sur l'alternance à destination des professionnels et des publics

La cartographie des Centres de formation du territoire Dunkerquois regroupe l'essentiel de l'offre de service Alternance du bassin Dunkerquois. Il permet d'un coup d'œil de repérer par thématique un centre de formation qui correspond à un besoin précis (formation, lieu, contact…)

Le Guide de l'alternance : il reprend le contexte général des modalités de l'alternance et sert de guide synthétique pour les publics et conseillers.

L'agenda des manifestations centralise toutes les actions proposées par les centres de formation (mercredis de l'apprentissage, forum, portes ouvertes…). Cet agenda est diffusé par mail aux professionnels du territoire pour informer les jeunes sur les types de sensibilisation possibles à l'instant T sur le territoire.

Les réunions d'information collective
Elles sont prévues pour informer et sensibiliser le public au contexte de l'alternance et bien souvent aux conditions d'emploi d'un secteur d'activité. Ces RIC sont généralement délocalisées chez les partenaires de la formation et se déroulent quelquefois en présence des employeurs.
Pour l'année 2016, nous comptabilisons 13 réunions d'information collective qui ont rassemblé environ 360 personnes sur des thèmes :

- ➜ en lien avec l'environnement générique de l'alternance. Il s'agit d'informer le public sur le contexte de l'alternance (modalités des contrats, aides, cartographie de l'offre de formation…). Ces Informations Collectives sont nécessaires pour clarifier un projet en alternance et poursuivre l'orientation professionnelle ;
- ➜ en lien avec des recrutements : ces actions sont générées sur la base d'un profil de recrutement et permettent aux publics d'accéder au process de recrutement d'une façon plus simple qu'une mise en relation sur offre. 3 RIC de recrutement ont été mises en place en 2016 pour 31 personnes.

Les forums du territoire
Forum Alternance Entreprendre Ensemble : en partenariat avec la Ville de Dunkerque, Entreprendre Ensemble organise chaque année un forum alternance qui réunit une vingtaine de partenaires de la formation. Le fil conducteur de la manifestation est la démonstration concrète des métiers accessibles en alternance proposés par des apprentis en poste. La présentation de ces métiers est organisée en différents univers : Bâtiment, Industrie-Energie, Hôtellerie-Restauration/Métiers de bouche, Commerce/Vente/Distribution, Jardins-Espaces verts/Horticulture/Environnement, Transport/Logistique, Artisanat, Mécanique Auto/Transport public

En 2016, 25 stands, animés par une vingtaine de partenaires de la formation en alternance et des apprentis, ont proposé à plus de 400 visiteurs un large éventail des métiers accessibles à l'alternance.
66 jeunes issus des territoires QPV ont participé à la manifestation.
27 jeunes ont assisté aux tables rondes "Alternance Mode d'Emploi" et "Alternance dans les métiers de la restauration".
380 avis sur le projet des jeunes ont été émis par les Organismes de Formation via les fiches contact dont 264 avis positifs pour l'accès à des parcours en alternance (69 %).

Les partenaires de la formation, les prescripteurs et surtout les jeunes ont apprécié la formule. La convivialité des stands, la palette assez large des métiers représentés ainsi que les démonstrations métier ont permis d'afficher concrètement les conditions d'emploi en alternance. Ce qui permet aux jeunes de poursuivre, à l'issue du tchat alternance, sur des étapes de mises en relation sur les dispositifs d'accompagnement vers l'apprentissage.
Forums Afpi Région Dunkerquoise - CFAI - Mission Locale des Rives de l'Aa et de la Colme : ces trois forums animés sur le territoire Dunkerquois sont ceux sur lesquels une sensibilisation à l'alternance est particulièrement ciblée. Chaque année, Entreprendre ensemble dispose d'un stand et propose son offre de service Alternance aux visiteurs.

Les Ateliers de Préparation à l'Alternance
Entreprendre Ensemble met en place des Ateliers de Préparation spécifique à l'Alternance en accord avec ses partenaires de la formation pour :

- ➜ **Répondre favorablement à la demande des centres de formation qui observent dans leur accompagnement une part importante de jeunes**

ayant un potentiel pour l'alternance mais non ou peu préparés à la phase de mise en relation entreprise (CV, Entretien…);

- **Bâtir un contenu d'Atelier de Préparation à l'Alternance validé par les partenaires et délocalisé au sein des centres de formation pour une co-animation du dispositif;**
- **Proposer aux jeunes et aux Conseillers Mission Locale un outil recentré sur les étapes essentielles d'une préparation à l'emploi;**
- **Associer au maximum les entreprises partenaires des centres de formation dans cette action (promotion du dispositif, participation aux simulations d'entretien…).**

La mobilisation du public pour alimenter les ateliers s'appuie sur un repérage des jeunes lors des phases d'information sur l'alternance animées par les centres de formation. La Mission Locale peut compléter un groupe avec ses propres prescriptions.

L'atelier de préparation intègre 3 phases réparties sur 3 ½ journées avec un bilan final en présence du jeune pour la clôture :

- Phase 1 : information sur le contexte du marché de l'emploi en lien avec la thématique du centre de formation. Les conditions d'emploi, obligations et démarches sont abordées lors de cette phase. Visite du centre de formation ou d'une entreprise;
- Phase 2 : actualisation et frappe du CV. Préparation à la simulation de l'entretien d'embauche;
- Phase 3 : mise en situation à l'entretien d'embauche.

Une quatrième phase est possible dans la mise en œuvre des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) ou centre de formation pour compléter le parcours d'un jeune sur ce dispositif.

En 2016, 4 Ateliers de Préparation à l'Alternance ont permis à 20 personnes de se préparer à l'alternance. Enfin, au travers des POE collectives (Préparations Opérationnelles à l'Emploi) co-financées par le PLIE et le Forco (OPCA du commerce et de la distribution), des informations collectives sont proposées aux publics qui se positionnent sur l'action. Lors de ces infocol, une sensibilisation au contexte des contrats en alternance est assurée. **En 2016, 2 POEC ont été initialisées et 66 personnes ont participé aux RIC de présentation**.

Ateliers de préparation alternance AFPI ACM

➜ Action 2: Gestion des Clauses d'insertion

Identifié comme facilitateur des clauses emploi pour le bassin d'emploi de Dunkerque, Entreprendre a poursuivi son investissement dans l'utilisation de la commande publique comme levier d'emploi local.

Entreprendre Ensemble se positionne comme l'interface entre :

- **Les donneurs d'ordre**: *identification des opérations, calibrage de l'effort d'insertion, suivi des chantiers, etc.*;
- **Les entreprises attributaires des marchés, les structures d'insertion par l'activité économique et les prestataires de l'emploi** (ETT, GEIQ…): *conseils au recrutement, mobilisation et préparation des demandeurs d'emploi au regard des besoins en compétences, suivi des engagements, médiation avec le maître d'ouvrage en cas de difficultés rencontrées, etc.*;
- **Les demandeurs d'emploi**: *mise en relation avec les entreprises, aide à la montée en compétences, suivi dans l'emploi, etc.*

En 2016, les clauses emploi ont permis de faire travailler 242 personnes pour un total de 45 463 heures, soit l'équivalent d'environ 34 ETP.

564 contrats ont été répertoriés au titre de l'année 2016, dont 31 CDI, 40 CDD, 18 contrats en alternance, 350 missions intérimaires et 116 CDDI et 7 contrats d'usage grâce aux collaborations avec les structures d'Insertion par l'Activité Économique.

L'espace info formation

Un dispositif global d'information sur les métiers, l'emploi, la formation

Le territoire bénéficie d'un dispositif global d'information et d'animation sur la formation, l'emploi et les métiers qui développe des fonctions d'accueil, d'information, de documentation et d'animation à destination des professionnels et du grand public.
Ce dispositif global s'appuie sur le centre de ressources, l'Espace Information Formation labellisé par la Région, dispositifs portés par Entreprendre Ensemble.
Le dispositif a pour objectifs :

- d'assurer une veille documentaire sur l'emploi, les métiers et la formation qui réponde aux demandes d'information des professionnels et du public ;
- d'alimenter en ressources documentaires les antennes et relais de proximité, assurer un appui spécialisé aux conseillers et leur faciliter l'accès aux animations sur la formation mises en place localement ;
- de mettre à disposition du public des outils et supports spécifiques pour faciliter les recherches d'informations sur les sites spécialisés concernant l'emploi, les métiers, la formation ;
- de contribuer à l'information et à la professionnalisation des partenaires locaux et du grand public (particuliers, entreprises) ;
- d'impulser une dynamique partenariale locale permettant de créer une animation autour de la formation et des métiers (Espace Info Formation, initié par le Conseil Régional).

Les bénéficiaires du dispositif sont les acteurs locaux de l'emploi, l'insertion, la formation, les partenaires sociaux et leurs outils (OPCA), les entreprises, les salariés, l'Éducation Nationale, les conseillers au contact des publics, le grand public. Les publics des Zones Urbaines Sensibles font partie des publics bénéficiaires de ce dispositif.

Fréquentation de l'accueil du Centre de Ressources

ACCUEIL MDE

961 demandes d'information (contre 770 en 2015) recueillies au siège émanant du grand public enregistrées au 31 décembre 2016. ces chiffres proviennent des bases de données de l'Espace Info Formation et n'intègrent pas les données saisies dans I-milo concernant les demandes d'information recueillies dans les antennes. On en dénombre habituellement environ 1300.
La fréquentation du grand public a fortement augmenté au niveau du siège en 2016 en lien avec la mise en place du nouveau dispositif Proch'emploi et de l'abondance des mesures sur la formation qui nécessitent l'apport direct d'explications adaptées aux problématiques individuelles. Nombre de publics sont réorientés vers l'Espace Info Formation aussi par les partenaires Pôle emploi, Mission Locale, PLIE, etc…

Le transfert du Bureau Information Jeunesse dans les locaux de l'EIF explique également cette forte augmentation. Le BIJ a été missionné par la Région pour informer les jeunes au sujet de la carte génération, qui permet d'acheter des manuels scolaires.

Fréquentation des animations proposées

508 personnes au global ont participé à une animation mise en place par l'Espace Info Formation dont **426 relevant de la catégorie grand public et 82 relevant de la catégorie professionnels**.
52 animations ont été mises en place dont 44 pour le grand public.

- 13 zooms métiers (ateliers de découverte des métiers) - thématiques: Bâtiment et Travaux Publics, Industrie (maintenance industrielle-agroalimentaire), Logistique, Social et Services aux Personnes, Hôtellerie-Restauration, Commerce, Sécurité;
- 3 animations sur l'alternance et 21 ateliers sur le marché de l'emploi.

L'Espace Info Formation a poursuivi aussi en 2016 ses collaborations avec les partenaires et les autres départements d'Entreprendre Ensemble. Elle a notamment participé au développement de nouveaux ateliers à la carte dans le cadre du dispositif interne à Entreprendre Ensemble Équipe Ton Parcours.
L'Espace Info Formation a répondu à nouveau à la demande de collaboration de l'équipe de la CUD organisatrice du Carrefour

des Métiers mis en place dans le cadre des Assises de l'Énergie 2016 (édition précédente en 2014).
En complément de la tenue d'un stand d'information, des supports d'information sur les métiers de l'énergie ont été ainsi formalisés par l'équipe avec le concours de Pôle emploi et mis à disposition du public lors de cette manifestation qui s'est tenue fin janvier 2016. Cette réalisation de l'équipe de l'Espace Info Formation a été plébiscitée par les partenaires qui ont renouvelé leur sollicitation pour une seconde production de fiches qui ont été mises à disposition des publics lors de la manifestation Mixt industrie mise en place en novembre 2016 et co-organisée par Entreprendre Ensemble, l'Éducation Nationale et la CUD.
À plusieurs reprises courant 2016, l'Espace Info Formation a été sollicité pour intervenir auprès des professionnels et du grand public sur les mesures issues de la réforme de la formation du 5 mars 2014, CEP (Conseil en Évolution Professionnelle), CPF (Compte Personnel de Formation) ainsi que sur les dispositifs créés ou ayant évolué en 2016 (chèque Pass'formation, Aides individuelles à la formation…), présentation des nouveaux outils d'information du C2RP notamment.
Enfin, comme chaque année, l'Espace Info Formation a participé aux forums du territoire (tchat alternance, forum de l'emploi de Gravelines, 1er salon de la formation de Coudekerque-Branche, etc.).

Partenaires impliqués : Région, C2RP, Pôle emploi, MDE, ML, PLIE, AFPA, CIBC, CIO, Chambre de métiers, FONGECIF, FAF-TT, UNIFORMATION, organismes de formation…

➜ Nouveauté 2016, l'accueil Proch'emploi réalisé par l'équipe de l'Espace Info Formation

Début 2016, l'équipe a été sollicitée par la Région pour contribuer à l'accueil des publics, à l'apport d'informations sur les dispositifs et à l'appui aux recherches de formation dans le cadre du nouveau dispositif régional Proch' emploi.
Cela s'est traduit par 17 jours consacrés à cette activité en 2016 pour environ 100 personnes accueillies et conseillées sur leur droit à la formation, l'offre existante et un appui personnalisé aux démarches à réaliser. Cette activité perdure en 2017 et est intégrée aux objectifs conventionnels définis par la région Hauts de France.

L'Espace Info Formation porteur de la coordination territoriale du SPRO

L'EIF de Dunkerque est porteur, depuis 2012, de la coordination territoriale du Service Public de l'Orientation. Il collabore ainsi avec les différents partenaires du SPO et peut ainsi informer et réorienter les différents publics vers ceux susceptibles de répondre le plus efficacement à leurs besoins.

L'EIF s'inscrit dans la logique commune de complémentarité d'intervention sur chaque territoire au service des usagers. Depuis le 1er janvier 2015, le SPO est devenu SPRO (Service Public Régional de l'Orientation). Les organismes impliqués restent ceux du SPO (Pôle emploi, les missions locales, le Réseau Information Jeunesse, l'Université, le CIO) ainsi que les partenaires associés lors des manifestations communes organisées sur le territoire de la zone d'emploi de Dunkerque. En 2015, plusieurs structures labellisées SPO avaient participé activement à la démarche des États Généraux de l'Emploi Local animée par la CUD. Les collaborations continuent lors des différentes manifestations organisées sur le territoire. Actuellement, nous sommes en attente d'un nouveau cadre pour le SPRO.

➜ La promotion de l'Économie Sociale et Solidaire

➜ Le territoire d'intervention

La Communauté Urbaine de Dunkerque assure le pilotage de la politique et de la stratégie territoriale Économie Sociale et Solidaire (ESS). Entreprendre Ensemble met en œuvre le plan d'action composé des actions suivantes :

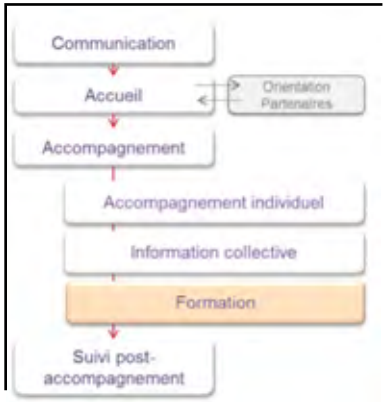
- ➜ Accueil et accompagnement des porteurs de projet ESS: Conventionnement Région, Département du Nord et CUD;
- ➜ Un programme d'actions d'appui au développement de l'ESS locale : Conventionnement Communauté Urbaine de Dunkerque et Région.

➜ Émergence des projets : accueil et accompagnement

- ➜ **58 nouveaux projets ont été accueillis** en 2016, portés par des associations ou des collectifs d'habitants. Les nouveaux porteurs de projets sont originaires de 13 communes du territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque.
- ➜ **16 projets ont été accompagnés** en 2016, principalement pour développer le projet, l'organisation et les financements. Près de 50 % des projets accompagnés ont pour ambition de se développer en cœur d'agglomération.
- ➜ **12 suivis post-accompagnement** ont été réalisés

Thématiques	Accompagnements
Handicap	3
Solidarité	2
Éducation populaire	3
Culture	2
Environnement	1
Mobilité	3
Sport / santé	2
TOTAL	**16**

Processus d'accompagnement Émergence ESS



➜ La promotion du développement de l'Économie Sociale et Solidaire

➜ Des actions de sensibilisation à l'ESS pour l'ensemble des acteurs du territoire

Ces sensibilisations avaient pour objectif d'aborder avec des techniciens, des élus et des porteurs de projets potentiels, les questions suivantes :

"Pourquoi créer en ESS" et "comment créer en ESS" : comment entreprendre autrement, comment aborder l'utilité sociale et l'approche économique, que signifie la non lucrativité, l'ancrage territorial et la gestion démocratique.

Dans cette optique des sensibilisations ont été organisées ; à Grande-Synthe, Dunkerque et à l'ULCO. Elles étaient à destination de porteurs de projets et de techniciens des collectivités et avaient pour objectif de faire découvrir ce qu'est l'ESS, de présenter un panorama des dispositifs d'accompagnement et de financement de projets de l'ESS et plus globalement de faire un tour d'horizon des structures d'accompagnement au montage de projet présentes sur le territoire de l'agglomération dunkerquoise.

➜ La programmation d'événements liés à l'ESS

Entreprendre Ensemble a travaillé aux côtés de la Communauté urbaine de Dunkerque **pour organiser des événements en partenariat avec les acteurs locaux dans le cadre du mois de l'ESS** (novembre) et faire ainsi émerger la programmation locale du mois.

Deux réunions de mobilisation des acteurs du territoire ont été présidées par Sony Clinquart, Vice-président à la Communauté Urbaine de Dunkerque en charge du développement social et solidaire et de l'enseignement supérieur (2 juin et 8 septembre). Entreprendre Ensemble a ensuite collecté auprès des acteurs les informations nécessaires à la réalisation par la Communauté Urbaine de Dunkerque **d'une affiche, d'un livret présentation des manifestations, d'articles** permettant d'annoncer la programmation du mois.

Quelques éléments sur la programmation locale du mois de l'ESS

26 événements organisés, 22 structures impliquées, des thématiques variées (environnement, alimentation, finance solidaire, services à la personne ou encore la culture, entrepreneuriat…). Ces événements ont pris des formes diverses (expositions, ciné-débat, ateliers, salons, portes-ouvertes…).

La programmation a été annoncée au cours d'une conférence de presse de lancement le 4 novembre 2016. Conférence présidée par Sony Clinquart, Vice-président à la Communauté Urbaine de Dunkerque en charge du développement social et solidaire et de l'enseignement supérieur et Jean-Yves Fremont, Président d'Entreprendre Ensemble.

➜ Appui au développement des structures de l'ESS (création d'un club ESS)

Sony Clinquart, Vice-président en charge du Développement Social et Solidaire et Jean-Yves Fremont, Conseiller chargé de l'insertion à la CUD ont souhaité répondre aux besoins exprimés à différentes reprises par les acteurs locaux de l'ESS, à savoir :

- ➜ donner de la visibilité à l'ESS sur le territoire ;
- ➜ être impliqué dans des démarches collectives permettant de renforcer le dynamisme et l'ancrage local de l'ESS et de consolider la structuration économique des acteurs.

Ils ont missionné la CUD en lien avec Entreprendre Ensemble, pour travailler à l'émergence d'un club local de l'ESS.

Il a été acté que le club serait centré dans un premier temps sur les structures IAE du territoire et les acteurs ESS positionnés sur la filière récupération et recyclage.

En accord avec les structures interrogées, les élus ont souhaité un démarrage en nombre resserré pour être efficace mais avec une ouverture en fonction des projets à tout partenaire pertinent. L'équipe d'Entreprendre Ensemble a rencontré individuellement les acteurs de l'ESS concernés par le projet pour présenter la démarche, recueillir leurs avis, besoins et attentes à partir d'un questionnaire.

Le lancement du club de l'ESS (17 structures) a été effectif le 1er février 2016 et les premiers groupes de travail opérationnels se sont mis en place à compter de mars :

- ➜ un groupe sur l'ingénierie financière (volonté de créer un fonds d'amorçage local) ;
- ➜ un groupe visant à structurer la réponse des acteurs de l'ESS mobilisés sur la problématique de ré-emploi (implication du groupe dans le plan déchets de la CUD, rencontre avec Eco Mairie, avec des acteurs ESS belges (Deltagroep, Ateljee), première toile des activités des acteurs mise à plat) ;
- ➜ un groupe sur la relation des acteurs de l'ESS avec les acteurs de l'entreprise (1er Salon de l'Achat Responsable – 28 novembre 2016).

Lancement du Club ESS

Salon de l'achat responsable

À compter de début juillet, **le club ESS s'est mobilisé pour organiser le premier Salon de l'achat responsable du Dunkerquois, le 28 novembre, à la Communauté Urbaine de Dunkerque**, événement venant clôturer la programmation locale du mois de l'ESS.

L'organisation de ce salon a permis de rassembler les membres du club autour d'un objectif de court terme. Avec l'appui du cabinet Ayïn, (intervention financée dans le cadre du Dispositif Local d'Accompagnement Direccte - CDC - Conseil Départemental), le projet du club (les valeurs, son positionnement sur le territoire et notamment vis-à-vis des entreprises, ses défis…), les éléments de langage et de communication sur le club ont été partagés et validés.
Ce travail a permis d'élaborer :
- la plaquette de présentation et le kakémono du club ;
- la présentation du club devant les entreprises ;
- la charte d'adhésion au club.

En parallèle, le programme du Salon a été élaboré et le déroulement de la journée a été organisé.

Le Salon a permis de mobiliser des entreprises, des collectivités, des bailleurs et des comités d'entreprise pour leur permettre de "faire des affaires !" avec les acteurs et les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire du territoire.
Tout au long de la journée, 23 stands dont 1 stand "Club ESS du Dunkerquois" ont permis aux acteurs et entreprises de l'ESS de présenter leurs activités.
Une table ronde portant sur les passerelles entre l'économie générale et l'ESS a rassemblé des élus, des représentants d'entreprises, des représentants régionaux et nationaux de réseaux de l'ESS.
Dans un premier temps, Jean-Marc Vandevelde (Papillons Blancs) a pris la parole au nom du nouveau club de l'ESS du dunkerquois (14 structures à ce jour) pour présenter les ambitions et la volonté des membres du club d'être une porte d'entrée pragmatique pour favoriser les échanges et les partenariats entre acteurs économiques.
Pour illustrer ces propos, des films courts ont permis d'illustrer des partenariats existants entre des entreprises locales et des acteurs de l'ESS.

Les débats ont été denses et ont montré la nécessité de réfléchir à des coopérations territoriales qui permettraient de développer des complémentarités entre acteurs économiques plutôt que de renforcer la concurrence.
L'intervention d'un partenaire belge WAAK (42 millions de chiffre d'affaires annuel, 1 600 salariés dont 80 % sont reconnus handicapés...) a permis d'apporter un témoignage sur ce qui se passe à quelques kilomètres de notre territoire.
Les participants à la table ronde : M. Damien Carême, Vice-Président à la transformation écologique et sociale de l'agglomération, environnement, énergie et transport à la CUD, M. Sony Clinquart, Vice-Président au développement sociale et solidaire à la CUD, M. François Lavallée, Vice-Président de la Chambre de Commerce et D'Industrie Côte d'opale, M^{me} Anne-Laure Federici, déléguée générale du Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), M. Matthieu Debeire, Directeur adjoint de la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Hauts de France et M. Jean-Marc Vandevelde, Président du club de l'ESS.

Afin de compléter ces échanges, **3 ateliers thématiques ont été animés par des experts reconnus** :
- "**La responsabilité sociétale**" animé par Sophie Letartre, cheffe de Projet Innovation Sociale, Réseau Alliances - Entrepreneurs de Croissance Responsable.
- "**La clause emploi dans les marchés publics et privés**" animé par Sylvian Dursent, Chargé de mission - Union régionale de l'Insertion par l'Activité Économique.
- "**Le mécénat**" animé par Patrick Rosenfeld - Consultant, Culture d'Entreprise.

Le premier Salon de l'Achat Responsable a rassemblé au total près de 200 participants.

Salon de l'achat responsable

Les prémices d'eennov'

Un nouveau processus pour de nouvelles idées

Une réflexion collaborative et participative

Dans le cadre de la réécriture du projet stratégique 2015-2018, Un groupe de travail s'est constitué en 2015 pour mener une réflexion autour de la thématique : "**Comment entreprendre ensemble ? Le parcours d'une innovation réussie**".
4 workshops ont été organisés entre juin 2015 et mars 2016 afin de construire un parcours projet partagé et permettre aux salariés d'être acteurs du changement.
Le groupe de travail a ainsi mobilisé 16 salariés des différents départements et services de l'association. Pour appuyer et nourrir la réflexion des salariés membres du groupe de travail, un questionnaire a été envoyé à l'ensemble du personnel en juin 2015, 70 % des salariés ont pris le temps d'y répondre.

Résultat de l'investissement collectif du groupe de travail

Phase 1 récolte des idées

Qui ?
Tous les salariés

Quoi ?
Une fiche projet "Publique"
Identification du porteur d'idée
Champs obligatoires
Possibilité de commenter

Comment ?
Appel à projet trimestriel

Comité de sélection des idées

Garants Représentant / département

Validation
Attribution des moyens pour construire le projet

Orientation
Réorientation

Phase 2 de l'idée au projet

Qui ?
Équipe projet

Quoi ?
Formalisation du projet

Comment ?
Formalisation du cahier des charges de mise en œuvre du projet

Validation des projets

CODIR

Validation
Octroi des moyens

Phase 3 mise en œuvre du projet

Qui ?
Responsable projet
Équipe projet

Quoi ?
Mise en œuvre du projet

Comment ?
Respect du cahier des charges

Garants du processus - Communication - Évaluation du processus / projet

EEnnov' est un processus qui permet aux salariés de l'association de proposer de nouvelles idées et fédérer autour d'elles les compétences nécessaires pour les mener à bien. Les objectifs d'EEnnov' sont les suivants :

- Instaurer une culture d'innovation et favoriser l'émergence des nouvelles idées ;
- Devenir une organisation "agile" capable de saisir les opportunités offertes par les financeurs en se basant sur la performance de ses collaborateurs et les attentes de ses usagers ;
- Permettre aux salariés :
  - D'être acteurs et coresponsables des actions menées ;
  - De mobiliser leurs compétences au gré des projets et de l'évolution des financements ;
  - De professionnaliser leurs actions.

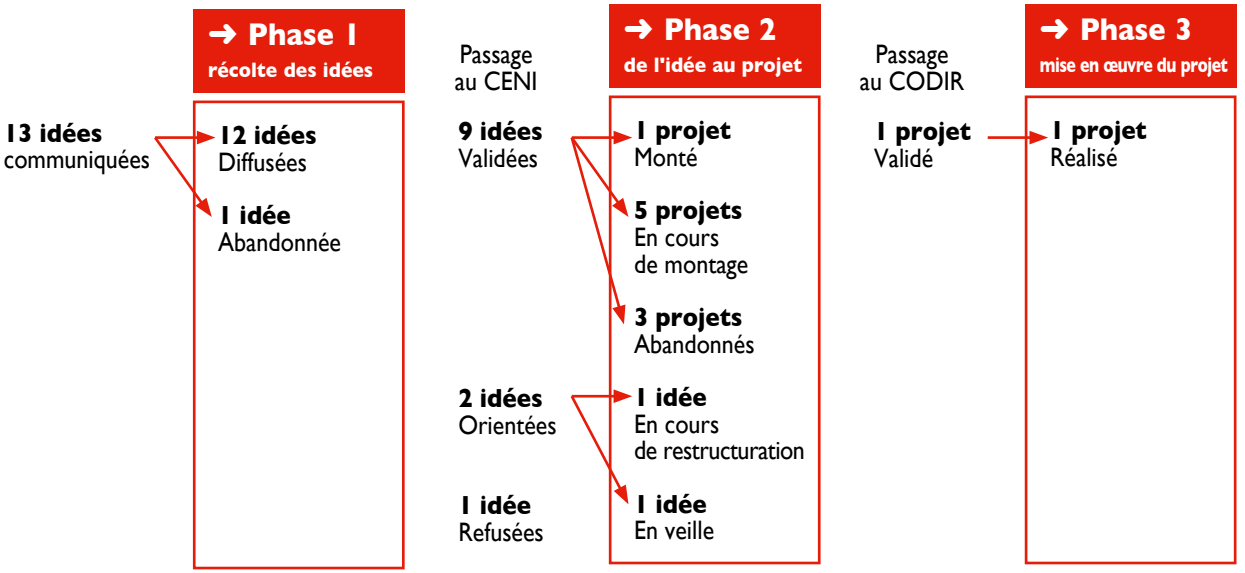
➜ Du papier au concret

À l'issue de la présentation des résultats du groupe de travail au comité de direction de septembre 2015 et à l'assemblée Générale de décembre 2015, l'association s'est engagée à nouer un partenariat avec l'université dans le cadre de la Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) pour l'accueil d'une Doctorante au 1er mars 2016.
Ainsi, EEnnov' a été lancé en mai 2016. Le lancement a été accompagné :

- ➜ D'une tournée de sensibilisation et d'information au cours de laquelle 14 réunions ont eu lieu auprès des différents départements et services de l'association ;
- ➜ De la mise en ligne d'une plateforme numérique pour l'accueil et la présentation des nouvelles idées sur l'intranet ;
- ➜ D'un workshop de dépôt d'idées.

Réunion avec les usagers pour le projet e-services.

➜ EEnnov' en chiffres au 31.12.2016



Un focus sur la diffusion et l'évaluation des idées

Les idées sont diffusées sur l'intranet. Les salariés peuvent liker, commenter et se proposer pour intégrer une équipe workshop. L'évaluation des idées se fait par les membres du CENI. Le CENI est le Comité d'Émergence des Nouvelles Idées, il rassemble minimum 4 départements différents et 3 métiers et niveaux hiérarchiques différents. Un CENI est organisé tous les trimestres. En 2016, 2 CENI ont été réalisés. Les CENI ont mobilisé 12 salariés et accueillis 13 nouvelles idées.

➜ Orientations 2017

➜ La Mission Locale

- ➜ Poursuivre le plan d'actions pour l'accueil de nouveaux jeunes ;
- ➜ Poursuivre le plan d'actions d'anticipation de fin des EAV ;
- ➜ Poursuivre le développement des dispositifs IEJ et GJ ;
- ➜ Poursuivre nos actions pour favoriser l'accès des jeunes à l'alternance ;
- ➜ Renforcer le partenariat au service des publics et des entreprises ;
- ➜ S'adapter au nouveau contexte de mise en œuvre des formations (Région, Pôle emploi…).

➜ L'e2c Côte d'Opale

- ➜ Initier de nouveaux partenariats entreprises/fondation ;
- ➜ Réaliser une exposition itinérante financée par la Fondation EDF ;
- ➜ Poursuivre les travaux sur l'évaluation du processus e2c ;
- ➜ Augmenter le taux de jeunes issus des quartiers politique de la Ville (objectif : 40%) ;
- ➜ Poursuivre les actions apprentissage : zoom IEJ.

➜ Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi

- ➜ S'impliquer dans les instances locales de l'État, de la Région et du Département, qui traitent de la problématique des DELD et des allocataires du RSA ;
- ➜ Négocier l'enveloppe FSE 2018 - 2020 à disposition du territoire avec le Département et le réseau des PLIE du Nord
- ➜ Renforcer l'approche territoriale de l'Insertion par l'Activité Économique ;
- ➜ Poursuivre la logique de délocalisation de l'offre de services du PLIE ;
- ➜ Renforcer les moyens pour la préparation à l'emploi des publics en fin de parcours ;
- ➜ Renouveler une action de préparation au permis (30 personnes) ;
- ➜ Monter une action spécifique pour les habitants des quartiers Politique de la Ville.

➜ La Maison de l'Emploi

- ➜ Décliner des actions d'appui au recrutement à partir des préconisations issues des enquêtes/ actions 2016 (industrie, logistique, nettoyage, sécurité, SAP) ;
- ➜ Nouvelles campagnes d'enquêtes dans ces secteurs ;
- ➜ Poursuite de l'accompagnement des clauses emploi ;
- ➜ Poursuite de l'appui à la formation des contrats aidés (CDDI et emplois d'avenir) ;
- ➜ Développement d'actions transfrontalières (agro-alimentaire, bâtiment).

➜ Général

- ➜ Développer une offre numérique à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises ;
- ➜ Initier une nouvelle démarche d'accompagnement : "s'entreprendre" ;
- ➜ Opérer la fusion des antennes de Malo et Rosendaël ;
- ➜ Poursuivre la démarche en matière d'innovation et de modernisation de notre offre de services ;
- ➜ Développer les partenariats afin d'enrichir l'offre et de renforcer la cohérence avec l'action des différents acteurs ;
- ➜ Favoriser le travail transfrontalier grâce aux travaux menés dans le cadre du projet "Compétences sans Frontière" ;
- ➜ Faciliter l'accès à la formation et à la validation des acquis de l'ensemble du personnel.

entreprendr Ensemble

66, rue des Chantiers de France
BP 79005
59951 DUNKERQUE CEDEX 1

Tél. 03 28 22 64 00
site : **www.eedk.fr**

photos : Entreprendre Ensemble

l'Europe s'engage en Nord-Pas-de-Calais avec le FSE
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Région Hauts-de-France
Nord le Département
Dunkerque Grand Littoral COMMUNAUTE URBAINE
CCHF
Union Européenne
Fonds Social Européen